Page 01_Mise en page 1 13/11/2022 16:34 Page 1



Crise économique et sociale au Maroc

LE FRONT SOCIAL EN ÉBULLITION

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7439 - DIMANCHE 13 NOVEMBRE 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Accompagnement des PME

LES ENGAGEMENTS DE REZIG

Page 24

LA DEMANDE D'ADHÉSION AUX BRICS DÉPOSÉE

L'ALGÉRIE VOIT GRAND



Après avoir exprimé son intention de rejoindre les BRICS, un ensemble économique et politique regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, l'Algérie a déposé officiellement sa demande pour rejoindre ce groupe.
Une candidature qui a déjà reçu le soutien de Pékin et de Moscou. L'Algérie voit grand en voulant rejoindre un groupe économique dont la place dans l'économie mondiale ne cesse de croître.

Page 2

LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION

Le Conseil de la concurrence relancé

Page 4

AGRUMES

Baisse significative de la production

Page 5

EQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL

On reprend les mêmes et on se remet au travail

Page 13

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

Page 02_Mise en page 1 13/11/2022 16:35 Page 1

LA DEMANDE D'ADHÉSION AUX BRICS DÉPOSÉE

L'ALGÉRIE VOIT GRAND

Après avoir exprimé son intention de rejoindre les BRICS, un ensemble économique et politique regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, l'Algérie a déposé officiellement sa demande pour rejoindre ce groupe. Une candidature qui a déjà reçu le soutien de Pékin et de Moscou.



L'Algérie voit grand en voulant rejoindre un groupe économique dont la place dans l'économie mondiale ne cesse de croître. Au mois de juillet dernier, le président de la République avait indiqué que l'adhésion de l'Algérie aux BRICS est envisageable, mais «n'anticipons pas».

«Ce qui est sûr, c'est qu'il y aura de bonnes nouvelles. L'Algérie s'intéresse aux BRICS en ce qu'ils constituent une puissance économique et politique», avait indiqué le Président, lequel a signalé que «l'adhésion à ce groupe mettrait l'Algérie, pays pionnier du non-alignement, à l'abri des tiraillements entre les deux pôles». L'Algérie devra surtout répondre aux conditions et exigences de ce groupe pour y accéder.

Selon le président de la République, l'Algérie répond en grande partie aux conditions d'adhésion aux BRICS. Lors de sa rencontre périodique avec la presse nationale, Abdelmadjid Tebboune a fait savoir que «l'adhésion au Groupe BRICS est tributaire de conditions économiques auxquelles l'Algérie satisfait en grande partie». Il avait également affirmé, lors de la rencontre gouvernement-walis, que l'Algérie avait pour objectif le développement du produit intérieur, de manière à pouvoir adhérer aux BRICS. «Nous nous préparons dans ce sens», avait-il précisé.

La participation de l'Algérie, invitée par la Chine, au dernier sommet annuel des BRICS, au mois de juin dernier, ne laisse pas de doutes quant à une adhésion prochaine du pays au groupe. Un discours avait été prononcé, à cette occasion, par le président de la République. Il avait plaidé pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial, où régneraient parité et équité entre les pays. Ainsi, l'Algérie a beaucoup à gagner de son intégration aux BRICS, notamment en termes d'échanges commerciaux avec ces pays, avec lesquels elle partage les mêmes positions sur différentes questions internationales. Son intégration aux BRICS renforcera aussi le statut de l'Algérie d'acteur principal dans la région, selon les spécialistes.

La candidature de l'Algérie a déjà reçu le soutien de Pékin et de Moscou. La Chine a, en effet, favorablement accueilli l'adhésion de l'Algérie à la famille des BRICS. Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, avait affirmé que l'Algérie est un grand pays en développement et un représentant des économies émergentes. La Russie a, de son côté, salué la volonté de l'Algérie de rejoindre les BRICS. «Nos relations avec l'Algérie sont excellentes et notre dialogue est très étroit. Cette question est discutée dans le cadre du travail commun au sein des BRICS», a indiqué le représentant spécial du président russe pour le Moyen-Orient et l'Afrique et vice-ministre des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov.

L'Algérie, faut-il le signaler, n'est pas le seul pays à vouloir intégrer ce groupe. De nombreux pays ont exprimé la volonté de le rejoindre, surtout que le groupe a lancé un processus d'élargissement, de quoi renforcer son influence mondiale. Après l'Iran et l'Argentine, c'est l'Arabie saoudite, la Turquie et l'Egypte qui prévoient de rejoindre les BRICS, lesquels représentent plus de 40 % de la population mondiale et près d'un quart du PIB mondial.

Lilia Aït Akli

BRAHIM GUENDOUZI AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«Les BRICS, un nouvel élan pour notre économie»

L'ALGÉRIE a officialisé sa demande d'adhésion aux BRICS, qui réunit les grandes puissances émergentes (Russie, Chine, Brésil, Afrique du Sud et Inde). Dans cet entretien, le professeur d'économie Brahim Guendouzi revient sur les objectifs recherchés par l'Algérie en rejoignant les BRICS mais surtout les avantages que devrait tirer l'Algérie de son adhésion à cette organisation.

Le Jeune Indépendant : ***Selon vous, pourquoi cet intérêt de l'Algérie pour ce groupe politique et économique ?***

Brahim Guendouzi : Cela revient en premier lieu à la qualité des relations bilatérales anciennes et équilibrées qu'entretient l'Algérie avec chacun des cinq pays du groupe BRICS.

Ensuite, la volonté, exprimée par les hautes autorités, de vouloir densifier le tissu économique et le diversifier va certainement bénéficier de l'expérience acquise par les BRICS, notamment la performance de leurs systèmes productifs. Enfin, il sera question de mettre en synergie les potentialités que recèle l'Algérie avec celles développées par les cinq pays partenaires.



L'Algérie peut-elle intégrer les BRICS ? Et quelles sont les conditions requises pour l'intégrer ?

Les BRICS constituent un bloc économique qui se différencie des instances relevant de l'intégration commerciale comme, par exemple, les zones de libre-échange et les unions douanières. Aussi, le formalisme lié à toute nouvelle adhésion au groupe est moindre, si ce n'est de disposer d'atouts économiques proches des cinq pays partenaires.

L'économie nationale, du fait de son positionnement géographique, ses importantes ressources énergétiques ainsi que son potentiel productif et humain, dispose des principaux éléments recherchés.

L'Algérie doit faire l'effort de mener les changements en termes de gouvernance qui lui permettront de se mettre dans la trajectoire économique déjà tracée par les BRICS, qui vont chercher évidemment à construire un consensus autour de cette adhésion.

Qu'est-ce que l'Algérie a à gagner de son intégration aux BRICS, notamment en termes d'investissements et d'échanges commerciaux ?

Le niveau des échanges commerciaux est déjà appréciable puisque l'on sait, par exemple, que la Chine s'est hissée comme premier fournisseur du pays, et que les importations en provenance du Brésil sont également en plein essor.

L'Algérie attend un approfondissement des relations économiques qui lui permettront d'atteindre la performance acquise par les cinq pays mais aussi de diversifier ses exportations. La promotion des investissements productifs ainsi que les garanties actuelles et les procédures offertes sont, en effet, susceptibles d'enclencher une nouvelle dynamique qui rendrait la croissance économique plus vigoureuse.

Peut-on bâtir des relations économiques mutuellement bénéfiques ?

Le nouveau contexte économique mondial incite, par ailleurs, l'Algérie à rehausser la qualité de sa contribution au bloc économique, qui cherche à garder son positionnement face à un monde qui connaît un bouleversement sur les plans géopolitique et énergétique.

Justement, c'est le partenariat auquel aspirent les cinq pays qui est susceptible d'insuffler à l'économie nationale un nouvel élan et la faire sortir de la situation d'économie de rente.

Entretien réalisé par Lilia Aït Akli

Page 03_Mise en page 1 13/11/2022 16:35 Page 1

CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE AU MAROC

LE FRONT SOCIAL EN ÉBULLITION

L'effervescence sociale gagne la rue au Maroc. La crise économique fait des ravages. L'inflation bat des records et le chômage gagne de l'ampleur au sein des catégories les plus démunies. Les conditions de vie deviennent des plus déplorables, alors que la cherté de la vie est devenue un sujet préoccupant chez la population marocaine. C'est la pire crise sociale depuis celle de 1981.



Partout, c'est la colère chez la population, au moment où le gouvernement local vient d'afficher ouvertement son échec dans la gestion du pays. Seule parade pour les autorités du Makhzen c'est la répression et le tout sécuritaire, craignant une plus large mobilisation populaire et surtout une conjonction des actions de grogne. Actuellement, les observateurs estiment que les revendications sociales risquent de faire jonction avec des revendications politiques, notamment chez l'opinion publique qui revendique le respect des droits de l'homme et des libertés dans les régions du Rif au nord du pays, qui dénonce la normalisation avec l'entité sioniste et son entêtement à refuser toute démarche onusienne dans son conflit avec les Sahraouis.

Au sein des universités et des campus, les étudiants manifestent contre le rapprochement avec Israël et réclament une démocratisation rapide et totale.

L'atmosphère délétère dans la rue, le ras le bol généralisé et la répression tous azimuts de tout rassemblement populaire préoccupe la Makhzen qui pense qu'il s'agit ici d'une véritable menace pour sa survie.

Cette situation a poussé le makhzen à demander de l'aide auprès des monarchies de la péninsule arabique, ainsi qu'auprès de certaines institutions financières et des grands établissements bancaires internationaux. Le régime makhzenien avait espéré derrière sa politique de normalisation avec l'entité sioniste que la grande finance internationale allait lui offrir des investissements et des prêts bonifiés de longue durée, et surtout des aides et une assistance économique gratuites.

L'économie marocaine entame déjà l'année 2023 dans l'incertitude. Elle est marquée par le creusement des déficits, l'augmentation du niveau d'endettement, une saison agricole menacée par la sécheresse et les coûts élevés des intrants et la forte hausse des prix des matières premières et énergétiques, selon un rapport de la banque d'investissement marocaine CDG Capital.

Ainsi, la hausse des prix des matières premières et de l'énergie, combinée au rétrécissement des conditions de financement à l'international et au ralentissement de la demande étrangère adressée au Maroc, «devraient impacter trois équilibres macroéconomiques : un creusement du déficit commercial suite au renchérissement des importations, une hausse de l'inflation et un rétrécissement des conditions de financement du Trésor à l'international, accompagné d'une augmentation des charges de la compensation», présagent les analystes de CDG Capital Insight.

Les équilibres extérieurs du Maroc sont sous pression face à la hausse des importations et de la faiblesse des recettes touristiques. Beaucoup de facteurs devraient contribuer à creuser de manière importante le déficit commercial du Maroc, qui pourrait franchir pour la première fois la barre des 200 milliards de dirhams (20,54 milliards de dollars), estime-t-on dans le même document. Et ce constat a mis à nu la politique du gouvernement, mené par un oligarque proche du palais, beaucoup plus porté vers la gestion des affaires courantes et la satisfaction des intérêts personnels des ministres et leurs familles. Depuis le début de l'année, c'est la grogne.

Tous les secteurs sont concernés par cette vague de manifestations et de débrayages. C'est ainsi que le secteur de l'éducation au Maroc connaît une congestion sans précédent ces derniers mois, en raison du mépris qu'affiche le ministère de tutelle envers les revendications professionnelles légitimes des employés. Des syndicats exaspérés par l'attitude des autorités ont appelé à l'organisation de nombreux sit-in et mouvements de grève durant ce mois de novembre.

Il faut dire que ce secteur est l'un des plus touchés par les mouvements de grève au royaume, du fait de l'incapacité du gouvernement du Makhzen à prendre en charge les revendications des employés. Face à l'impasse à laquelle a abouti le dialogue ouvert avec la tutelle, la Fédération marocaine des fonctionnaires du secteur de l'éducation a décidé de tracer un programme de lutte consistant en l'organisation de plusieurs actions, dont un sit-in mardi prochain devant le siège du ministère de l'Education, ainsi que des rassemblements devant les académies régionales le 29 novembre à travers le pays.

Selon le secrétaire général de la Fédération marocaine des fonctionnaires du secteur de l'éducation, Abdelilah Dahmane, le mouvement de protestation contre les premiers résultats du dialogue sectoriel est un «message d'avertissement.

Par ailleurs, la même Fédération a condamné «l'agression répétitive et injustifiée des personnels de l'éducation et des autres secteurs par les forces de sécurité marocaines lors de leurs différents sit-in», affirmant qu'elle était «inadmissible» et ne pouvait «en aucun cas être justifiée».

Mohamed Kouini

SAHARA OCCIDENTAL

Il y a deux ans, l'occupant marocain violait la trêve

LE PEUPLE sahraoui boucle aujourd'hui la deuxième année de reprise de sa lutte armée légitime contre l'occupant marocain qui a violé l'accord de cessez-le-feu de 1991 avec le Front Polisario, à la suite de l'agression militaire qu'il a menée, le 13 novembre 2020, contre des manifestants sahraouis pacifiques dans la zone tampon d'El-Guerguerat.

L'agression marocaine dans la région d'El-Guerguerat, dans le sud-ouest du Sahara occidental, a mené le peuple sahraoui à reprendre les armes, il y a deux ans, à travers l'annonce du président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, par décret, de la fin de l'engagement au cessez-le-feu signé entre le Front Polisario et le Royaume du Maroc en 1991. M. Ghali, secrétaire général du Front Polisario, avait alors indiqué que cette décision a été prise «après que le Royaume du Maroc a violé l'accord de cessez-le-feu en attaquant, le 13 novembre 2020, des civils qui manifestaient pacifiquement devant la brèche illégale d'El-Guerguerat, et ouvrant trois autres brèches dans le mur militaire marocain en violation flagrante de l'accord militaire numéro 1 signé entre le Front Polisario et le Royaume du Maroc, sous la supervision des Nations unies», en application de la résolution 690 du Conseil de sécurité de 1991 pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui.

Il avait alors rappelé que «les Nations unies reconnaissent aux peuples colonisés le droit de défendre leurs droits légitimes à l'autodétermination et l'indépendance».

La rupture de la trêve par l'occupant, qui n'était, selon les responsables sahraouis, que le paroxysme de l'entêtement du régime du Makhzen marocain et sa défiance pour la communauté internationale durant près de trente ans, a replongé le territoire sahraoui dans une guerre s'avérant au fil des mois largement en défaveur du Maroc. Depuis le 13 novembre 2020, le Maroc subit des pertes humaines et matérielles infligées par l'armée de libération sahraouie alors que l'armée d'occupation continue d'adopter une politique de black-out médiatique et d'ignorer l'existence d'une guerre.

Le deuxième anniversaire de la rupture par Rabat de l'accord de cessez-le-feu est marqué par la reprise des efforts internationaux en vue de résoudre le conflit dans la dernière colonie d'Afrique qui oppose l'armée royale marocaine (force d'occupation) et l'armée sahraouie sous la bannière du Front Polisario (mouvement de libération), seul représentant légitime du peuple sahraoui.

Au cours de cette deuxième année de guerre aussi, le Makhzen a adopté une politique plus hostile envers les civils sahraouis dans les territoires sahraouis occupés, où la violence pratiquée par les forces d'occupation marocaines a atteint un seuil insoutenable, en imposant l'assignation à résidence à des militants des droits de l'Homme.

Les prisonniers sahraouis continuent par ailleurs de subir diverses formes de torture et d'abus par les autorités d'occupation sans oublier la politique de déportation systématique des prisonniers politiques sahraouis vers le Maroc, ainsi que la politique d'intimidation et de vengeance adoptée à l'égard de leurs familles. C'est dans ce contexte de guerre et de répression marocaine intense que le diplomate italo-suédois Staffan de Mistura, désigné en octobre 2021 en tant qu'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies au Sahara occidental, a effectué cette année deux visites dans la région, dans le cadre d'une mission jugée très difficile et parsemée d'obstacles au regard des manœuvres marocaines visant à entraver toute solution au conflit sahraoui et à accorder aux Sahraouis leur droit à l'autodétermination.

A l'instar de ses prédécesseurs, De Mistura fait face aux manœuvres du Makhzen pour perturber son travail : la dernière en date remonte à juillet dernier lorsque l'émissaire a été empêché par l'occupant marocain d'aller dans les territoires sahraouis occupés, dans le cadre de sa deuxième tournée dans la région.

S. O. Brahim

Page 04_Mise en page 1 13/11/2022 16:36 Page 1

سونلغاز
sonelgaz

ATTEINTES AUX RÉSEAUX DE GAZ À BÉJAÏA

160 agressions en six mois

LA DIRECTION de la Sonelgaz de la wilaya de Béjaïa a enregistré, durant les premiers mois de l'année en cours, soit du 1er janvier au 31 août dernier, plus de 160 agressions sur les réseaux de distribution du gaz naturel se trouvant sur le territoire de la wilaya. Ces atteintes ont provoqué d'énormes dommages sur les réseaux de distribution de cette énergie, très demandée dans plusieurs endroits du territoire de la wilaya. Par conséquent, cela a généré des perturbations dans la fourniture en énergie gazière pour environ 3 000 foyers. «Nos réseaux de distribution de gaz naturel ne cessent d'être fragilisés par le phénomène des agressions causées par des tiers et intervenant sur la voie publique», indiqué la cellule de communication de la direction de wilaya de la Sonelgaz dans un communiqué de presse, transmis dernièrement à la rédaction du Jeune Indépendant.
«Une moyenne de 20 agressions par mois est recensée», ajoute-t-elle. Ce phénomène est, hélas, très courant en dépit des campagnes de sensibilisation menées en direction des concernés. «Malgré les campagnes de sensibilisation que nous organisons, nous continuons à enregistrer des atteintes sur nos réseaux. Le risque d'incendie et d'explosion est omniprésent tant que les intervenants ne respectent pas les consignes de prévention et de sécurité», regrette la même source, affirmant que «cette situation constitue le facteur principal provoquant la rupture ou la perturbation de la fourniture de l'énergie gazière à notre clientèle, composée d'industriels, de ménages, d'établissements scolaires, etc.». Par ailleurs, le communiqué explique : «Lors des incidents, nos équipes interviennent afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes, et tentent de ramener au plus bas la durée d'intervention et de réparation des réseaux endommagés, mais les quantités perdues sont considérées comme des pertes sèches, sans compter le coût important de la réparation des ouvrages ciblés». Et afin d'éviter les dommages causés aux réseaux d'énergie gazière, la Sonelgaz invite les entreprises autorisées à intervenir sur le terrain dans différents domaines de prendre attache avec ses services spécialisés afin de «les assister et les orienter» à opérer sur la voie publique en vue d'éviter les accidents et les ruptures inutiles de la fourniture de l'énergie gazière ou électrique aux abonnés. Il convient de noter que le réseau de distribution de l'énergie gazière de la wilaya de Béjaïa s'étend sur une longueur de 5 314 km et compte 49 postes de distribution publique, à travers lesquels sont alimentés plus de 185 000 clients. «Ces postes sont gérés par 6 services techniques du gaz, en l'occurrence ceux de Béjaïa (Tobbal), Aokas, Kherrata, Amizour et Akbou.

N. Bensalem

LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION

Vers la relance du Conseil de la concurrence

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations s'apprête à rétablir, dans un avenir proche, le Conseil de la concurrence, et ce en renouvelant ses structures et ses membres. Une démarche qui s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement pour mettre fin au phénomène de la spéculation et de la concurrence déloyale.



Cette procédure, qui vise à donner une nouvelle impulsion à la concurrence et à la lutte contre le monopole, est un complément à la loi sur la spéculation, qui a prouvé son efficacité ces derniers mois, après que les autorités ont réussi à mettre un terme aux pratiques qui prévalaient sur le marché. L'annonce a été faite par le ministre du Commerce, Kamel Rezig, lors d'une rencontre avec les membres de la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale.
A cet effet, le ministre a informé les participants des préparatifs du rétablissement, prochainement, du Conseil de la concurrence sous une forme plus efficace, en renouvelant le Conseil et ses membres et en contrôlant la concurrence sur le marché. La relance et l'activation du Conseil de la concurrence permettront, estiment les experts, le contrôle de la spéculation et du monopole mais aussi l'élimination de ces pratiques sur les marchés, lesquelles nuisent aux intérêts et aux droits des consommateurs.
Pour l'expert économique Kamel Dib, de gros abus ont été enregistrés au cours des dernières années concernant, notamment, les concessionnaires et les entreprises de télécommunications, et ce en raison de l'absence d'une concurrence loyale.
L'expert a salué la démarche et la décision du gouvernement de rétablir le Conseil de la concurrence au premier plan et d'en faire une autorité indépendante qui contrôle tous les abus et empêche la répétition de ce qui s'est passé il y a des années concernant le problème de l'huile et du sucre, en raison, rappelons-le, du monopole sur la production et la commercialisation de ces produits de base.
Kamel Dib a suggéré, à travers les réformes attendues du Conseil de la concurrence, de faire de cette autorité un organe indépendant qui prendra ses propres décisions en fonction de données techniques pour l'intérêt public, tout en appelant ses membres à prendre des décisions transparentes fondées sur la compétence.
Pour le spécialistes, les membres du conseil devraient être sélectionnés parmi les professeurs de droit et les universitaires, tout en sollicitant l'assistance de praticiens professionnels dans divers domaines, d'autant plus que la concurrence touche des secteurs sensibles, mais aussi en garantissant l'indépendance dans la prise de décision et la jouissance d'un pouvoir de dissuasion avec les services judiciaires pour protéger la stabilité nationale.
Pour sa part, l'économiste et membre de la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale, Abdelkader Brich, a affirmé que la relance du Conseil de la concurrence permettrait de contrôler le marché et de réguler le processus de concurrence, contribuant ainsi à promouvoir l'éthique des pratiques commerciales et une plus grande régulation des différentes filières commerciales.
Il sera, a-t-il ajouté, une force de suggestion pour le gouvernement et le ministère du Commerce à travers les missions qu'il entreprend et les propositions qu'il présente au gouvernement dans le domaine de la régulation des échanges commerciaux.
Par ailleurs, et concernant l'organisation et le fonctionnement du Conseil de la concurrence, le ministère du Commerce a fait savoir que l'examen de l'amélioration du cadre réglementaire et légal du Conseil est dû au faible bilan de l'activité de cette institution au cours des années précédentes, et ce en raison du manque de conformité de son organisation et de ses travaux par rapport à l'importance du rôle que devrait jouer une telle autorité en matière de régulation économique et d'application des règles de concurrence.
Il convient de noter que les nouvelles compétences accordées au Conseil de la concurrence portent sur l'élargissement du champ d'intervention au niveau consultatif, en introduisant de nouvelles procédures permettant, à l'avenir, la coopération et l'échange d'informations avec les autorités de régulation sectorielles ainsi qu'avec leurs homologues étrangers.

Lynda Louifi

ENIEM D'OUED AÏSSI

Le syndicat lance un cri de détresse

C'EST un véritable cri de détresse que vient de pousser le syndicat UGTA de l'ENIEM de Oued Aïssi. Et pour cause, l'entreprise, spécialisée dans la production et la commercialisation du produit électroménager, risque de subir la faillite et, par conséquent, une fermeture définitive.
Dans son rapport, dont le Jeune Indépendant détient une copie, le syndicat en question souligne d'emblée : «Notre entreprise est sinistrée et son asphyxie financière est telle qu'elle ne peut assurer son approvisionnement en matière première, d'où le risque, sous peu, de retomber dans une cessation d'activité».
Les auteurs du rapport estiment, après études et analyses, que pour permettre à leur entreprise de reprendre ses activités dans l'immédiat, il est juste et nécessaire de «créer une nouvelle chaîne de montage de réfrigérateurs mais surtout d'assurer un fonds de financement d'un montant d'au moins 3 milliards de dinars, nécessaire pour financer son cycle opérationnel et, par conséquent, éviter tout arrêt de production».
Les syndicalistes de l'ENIEM de Oued Aïssi, soucieux d'assurer un redémarrage fort et définitif de leurs ateliers de production, réclament, à cet effet, l'effacement pur et simple des dettes colossales contractées par leur entreprise. Des dettes, rappelons-le, estimées à plus de 8 milliards de dinars.
«Ces dettes sont un fardeau et un cauchemar pour l'entreprise», affirment les rédacteurs du rapport.
Le syndicat UGTA local de l'ENIEM de Oued Aïssi ne cache pas que l'épuisement total des stocks de matière première et produits finis commence à provoquer de l'agitation dans les rangs des travailleurs, d'où «le réel risque d'un conflit social».
Enfin, il convient de relever qu'en date du 31 octobre de l'année en cours, la délégation syndicale de l'ENIEM de Oued Aïssi, qui compte aussi en son sein un membre de l'UGTA de la wilaya de Tizi Ouzou, a été conduite par l'ex-député du RND, Tayeb Mokaddem, à Alger, où elle a rencontré le vice-président de l'APN, Bouden Boundir.
Ce haut responsable parlementaire, après avoir écouté et enregistré les doléances de ses interlocuteurs, a promis de les transmettre «aux autorités compétentes» et d'exposer la problématique de l'ENIEM de Oued Aïssi au ministre des Finances lors des débats à l'hémicycle Zighout-Youcef sur la loi de finances 2023.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

Page 05_Mise en page 1 13/11/2022 16:36 Page 1

AGRICULTURE

Baisse significative de la production d'agrumes dans la Mitidja

Les agriculteurs ont parlé d'une baisse significative de la production d'agrumes, cette saison, dans la région de la Mitidja par rapport à la saison écoulée, en raison des changements climatiques. D'ailleurs, ils s'attendaient à ce que les prix connaissent une augmentation significative cette saison, pouvant dépasser 400 DA par kilogramme pour certains types d'agrumes.



Dans ce contexte, le responsable de la chambre d'agriculture de la wilaya de Blida et le responsable de l'Association de la section des agrumes, Rachid Djebbar, ont déclaré, lors d'une conférence de presse tenue au siège de la chambre d'agriculture de la wilaya de Blida, que la production d'agrumes a connu, cette année, une baisse importante qui n'a pas été observée pendant de nombreuses décennies, notant que certaines espèces ont connu une baisse de production de 90 % pour la clémentine, 80 % pour l'orange Thomson et 70 % pour le citron, selon les estimations fournies par l'Association de la section des agrumes, en coordination avec les agriculteurs.

Il convient de noter que la région de la Mitidja approvisionne à hauteur de 40 % le marché national des agrumes et que la capacité de production d'agrumes de la région de la Mitidja, au cours des dernières années, était de 4,5 millions de quintaux, alors que les attentes de production pour cette année ne dépasseront pas les 2 millions de quintaux. Rachid Djebbar a imputé cette baisse significative de la production d'agrumes aux changements climatiques qu'a connus notre pays en cette saison.

En effet, pendant des mois, le pays a connu des vents violents et une augmentation significative de la température, et juste après, la température a chuté de façon spectaculaire. Les changements climatiques ont affecté les fleurs d'agrumes et les vents ont provoqué l'apparition de nouvelles maladies affectant les agrumes. Il a souligné, dans le même contexte, que certains types d'agrume à fruits tardifs n'ont pas été affectés de la même manière que ceux à fruits précoces. Le directeur de la chambre d'agriculture a déclaré que la production de la saison en cours ne compensera pas les agriculteurs pour les pertes de production ; il a exigé la formation d'un comité national composé des services agricoles et d'experts pertinents pour examiner les pertes qui ont été affligés aux agriculteurs cette année.

Certains intermédiaires profitant de la faiblesse de l'opportunité de production pour augmenter significativement les prix, il est impératif que les services du ministère du Commerce intensifient les opérations de surveillance et combattent les spéculateurs.

D'autre part, les agriculteurs ont parlé de l'impact de la sécheresse sur la production d'agrumes qui frappe le pays depuis trois ans, critiquant la plantation de nouvelles variétés d'agrumes non adaptées à la région de la Mitidja, laquelle a également été affectée négativement, Ils ont également évoqué les coûts élevés de la production, du labourage et des engrais, ainsi que les forages aléatoires des puits qui ont affectés les eaux souterraines.

T. Bouhamidi

DESTINÉ AUX PERSONNES ÂGÉES ET HANDICAPÉES

Algérie Poste lance le service livraison

DANS le cadre de la modernisation et de la diversification des services financiers postaux, Algérie Poste a lancé un nouveau service au profit de ses clients. Il s'agit de la livraison à domicile des moyens de paiement pour les personnes âgées et personnes aux besoins spécifiques.

Ainsi, ces catégories d'usagers peuvent recevoir leur chéquier postal ou leur carte de paiement électronique «Edahabia», sans se déplacer.

Les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ne sont plus, désormais, obliger à se déplacer au niveau des bureaux de postes pour effectuer leurs commandes.

Dans le cadre de sa politique d'amélioration des services postaux, Algérie Poste a pris un certain nombre de mesures visant à améliorer l'accessibilité et la prise en charge des usagers au niveau des bureaux de poste.

Il s'agit d'une approche nationale de protection des personnes âgées et des personnes aux besoins spécifiques. Dans ce sens, les chefs des bureaux de poste ont reçu des instructions de l'administration centrale de la Société Algérie poste, afin de prendre en charge l'acheminement de ces moyens de paiement à leurs détenteurs. Cette procédure s'inscrit dans le cadre de la solidarité nationale afin de répondre qualitativement aux besoins de cette frange de la société.

Il est à noter que les personnes âgées et les personnes ayant des besoins spécifiques souffrent énormément lorsqu'elles se déplacent dans les centres postaux. Même si elles ont la priorité aux guichets, mais le déplacement pose des problèmes majeurs, d'autant plus que certaines opérations postales nécessitent la présence de la personne concernée. Il est à rappeler qu'Algérie Poste permet à ses clients de solder leurs comptes courants postaux (CCP), en ligne. Les utilisateurs peuvent ainsi suivre en temps réel, les opérations postales effectuées avec leurs comptes très facilement. L'Entreprise publique propose à sa clientèle plusieurs services électroniques pour suivre toutes les opérations de versement, retrait, prélèvement et virement effectuées.

Lynda Louifi

UN RICHE PARCOURS AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Sika El Djazair célèbre ses 75 ans d'existence en Algérie

SIKA El Djazair a célébré son jubilé de 75 ans de présence en Algérie au Centre international des Conférences à Alger. Une success story qui s'inscrit pleinement dans la dynamique de développement économique du pays. Pour marquer ce moment historique de l'entreprise, M. Marcel El Khoury, Président directeur général de Sika El Djazair, a partagé le riche parcours de ce leader de la chimie de construction depuis son implantation en 1947 ainsi que ses perspectives prometteuses pour les prochaines années. Dans une ambiance conviviale empreinte de nostalgie, Sika El Djazair a célébré ce moment en présence de Ivo SCHAEDLER, Directeur de la région Europe Moyen Orient et Afrique, Jean De Martes, responsable de Sika Afrique, Philippe JOST, Directeur construction à Sika et membre du groupe management, ses plus fidèles partenaires, distributeurs, clients, médias et bien évidement ses collaborateurs. Dans son mot de bienvenue, M. El Khoury a souligné que «la longévité de l'entreprise repose sur son savoir-faire et son développement constant dans la recherche et l'innovation». C'est cette aptitude d'adaptation qui lui a permis, à la fois, de répondre aux besoins d'un marché en perpétuelle évolution et de réaliser des projets de grande envergure. «Nous avons été impliqués dans différents projets au cours de ces 75 ans. Nous pouvons citer l'autoroute Est – Ouest, ce projet titanesque qui relie l'est à l'ouest sur 1 200 km; le nouvel aéroport d'Alger, un édifice important pour lequel nous avons fourni nos meilleures solutions; la Grande Mosquée d'Alger qui est une fierté pour nous et pour des millions d'Algériens mais aussi le Métro d'Alger, pour lequel nous avons eu l'honneur de collaborer avec nos amis de Cosider», a-t-il détaillé.

C'est cette persévérance qui a permis à l'entreprise SIKA El Djazair de devenir un acteur inévitable des secteurs de la chimie, de l'industrie, et de la construction. SIKA El Djazair est la première filiale du groupe suisse, fondé à Zürich en 1910 par monsieur Kaspar Winkler. Plus de 100 ans plus tard, l'entreprise est devenue leader mondial incontournable dans le segment du marché des produits adhésifs, d'étanchéité ainsi que des scellements dédiés aux secteurs du BTP. Présente dans plus de 100 pays à travers le monde, elle compte actuellement avec près de 300 usines de fabrications et plus de 27 000 employés. En Algérie, l'entreprise a généré plus de 3 milliards de dinars en 2021, et a élargi sa gamme de produits en rachetant l'entreprise Motero spécialisé dans les mortiers de constructions situé à Béjaia. Avec cette acquisition, relève M El Khoury, «Sika EL Djazair dispose de deux unités de production, une à Alger et l'autre à Béjaia, augmentant ainsi son effectif à plus de 200 collaborateurs dans le pays.» Le groupe Sika souhaite investir davantage en Algérie avec le lancement à moyen terme d'un projet de grande envergure qui est la construction d'une nouvelle usine de mortier d'une capacité de 150 000 tonnes/an. Celle-ci sera la plus grande usine de mortier de Sika en Afrique et Moyen Orient.

M. B.

FRANCE

Le vote de la honte

Par Dominique Muselet

Le régime français d'Emmanuel Macron vient de voter à l'ONU contre la Résolution condamnant la glorification du nazisme.



Initiative communiste (PCRF) monte aux créneaux contre ce vote de la honte dans un article du 5 novembre 2022 intitulé L'Assemblée Générale de l'ONU condamne le nazisme et le racisme : Macron déshonore la France votant contre la résolution condamnant la glorification du nazisme :

« …refuser de condamner la glorification du nazisme, cela veut bien dire ce que cela veut dire : autoriser la glorification du nazisme. Cela constitue un véritable scandale pour le pays où fut notamment perpétré par l'occupant nazi et ses relais du régime de Vichy, le massacre d'Oradour-sur-Glane, l'exécution de nombre de ses concitoyens résistants, notamment communistes et la déportation de dizaine de milliers de juifs. Cela a un écho particulièrement abject, pour qui veut bien se souvenir que les massacres de Tulle ou d'Oradour ont été commis par la division SS Das Reich, dont l'emblème est aujourd'hui arboré par l'armée de Kiev dans ses éléments de chocs du bataillon azov. »

L'emprise de groupes nazis, adorateurs de Bandera, sur le gouvernement ukrainien est bien documentée, notamment sur Les Crises, le site d'Olivier Berruyer, qui y consacre plusieurs dossiers. N'allez pas sur Wikipédia pour savoir qui est Bandera et ce qu'il a fait exactement, car une grande opération de blanchiment est passée par là. On y apprend avec surprise que le malheureux Bandera était un nationaliste honorable mais naïf qui a visiblement sous-estimé les horreurs qui seront ensuite perpétrés par les nazis ! Selon certains historiens il pourrait s'être livré à quelques massacres de juifs, mais selon d'autres pas du tout ! De toute façon tout est de la faute de Staline :

« Les crimes de Staline perpétrés à l'encontre de la population ukrainienne dans les années 1930, ont joué un rôle important dans la préparation de la révolution par Bandera. »

Le courageux nationaliste qui voulait seulement libérer son pays de la domination polonaise et russe, finira assassiné, en 1959, juste après que la presse soviétique et est-allemande eut révélé le passé nazi de Theodor Oberlander, ministre fédéral allemand des Expulsés, des Réfugiés et des Blessés de guerre. Il avait été à la tête d'un régiment responsable de crimes abominables à Lvov en été 1941 (massacres de juifs principalement)et Bandera était son subordonné direct. Il fallait donc l'empêcher de témoigner contre les Nazis. Mais bien sûr c'est l'URSS qui a commis le crime…

C'EST BEAU LA RÉÉCRITURE DE L'HISTOIRE AU SERVICE DE L'HÉGÉMONIE OCCIDENTALE !

L'auteur de l'article d'Initiative communiste règle ensuite son compte à Macron :

« Ce vote de complaisance nauséabonde avec le nazisme n'a donc rien d'étonnant lorsque l'on veut bien se souvenir que l'une des premières actions de Macron à l'Elysée aura été de tenter de réhabiliter insidieusement Pétain, frappé d'indignité nationale en tant que chef du régime de Vichy, ou de tenter de rendre un hommage appuyé à l'antisémite et collabo Maurras dans un séminaire qui avait dû être annulé en raison du tôlé international provoqué ».

Personnellement, je ne pense pas que Macron ait des complaisances envers le nazisme. Je pense qu'il se moque complètement du passé en général et de l'histoire en particulier. Il a des complaisances, certes, mais envers l'Allemagne et les Etats-Unis qui l'ont porté au pouvoir. C'est pour leur obéir qu'il banalise la coopération française avec le nazisme. Il suffit d'écouter Anne Lacroix-Ritz pour comprendre que ni l'Allemagne, ni les Etats-Unis, n'ont jamais rompu avec le fascisme. Déjà ils ont réhabilité presque tous les Nazis les plus éminents, qui sont morts dans leur lit sous un faux nom, après avoir fidèlement servi ces deux pays, à part ceux qui ont été retrouvés et assassinés par le Mossad.

Pour moi, le vote ignominieux de la France de Macron relève de la même logique compradore que tout ce que fait la Caste, comme dit Eric Verhaeghe, au pouvoir. Ils font ce que leur dit l'Union européenne qui elle-même fait ce que les Etats-Unis lui disent. Ce sont tous des lapins crétins qui sacrifient, dans la joie et l'allégresse, l'Europe et les Européens sur l'autel des intérêts américains, en échange de prébendes et de carrières. Et si les Européens ne s'en rendent pas compte c'est que les gens normaux ne peuvent simplement pas imaginer un tel cynisme. A force de paresse intellectuelle et de lâcheté, il s'est formé un angle mort dans la conscience de la plupart des gens. Les psychopathes aux manettes le savent et en profitent.

Ce vote, aussi révoltant qu'il soit, n'est qu'un énième renoncement à notre souveraineté et à notre honneur. C'est un vote de soumission, un vote de bloc – le bloc occidental mené par les Etats-Unis qui occupent pratiquement l'Europe avec ses bases militaires partout – contre la Russie, mais en réalité contre le reste du monde. L'Occident ne peut pas voter cette Résolution parce que cela reviendrait à condamner l'Ukraine, leur cour de récréation, le symbole du néo libéralisme déchaîné, leur proxy contre la Russie. C'est là qu'ils faisaient tout leur fric et toutes leurs magouilles en profitant de la corruption galopante, vous n'avez qu'à voir le fils de Biden avec ses laboratoires et son gaz…

Ce vote relève d'une discipline de bloc et, en même temps, c'est l'aveu que les dirigeants occidentaux qui passent leur temps à donner des leçons à tout le monde, savent tous très bien que l'Ukraine est bel et bien sous la coupe des Nazis, puisque cette Résolution est présentée à l'ONU tous les ans depuis 10 ans, avant même le coup d'état du Maïdan, et qu'aucun pays n'y est mentionné spécifiquement.

Le PCRF n'est pas le seul à s'indigner du blanc-seing des pays occidentaux à la glorification du nazisme, Erwan Castel, un ancien officier français du Renseignement aéroporté, qui a rejoint le Donbass en 2015, a posté sur son site un article intitulé On marche sur la tête. Il s'indigne, dans son langage fleuri, de ce que la Résolution ne soit pas passée pour la première fois en 10 ans d'existence, bien que 102 pays aient voté pour et 51 pays (Ukraine + occident) contre, du fait du système verrouillé de vote de l'ONU. Il note avec amertume « la dimension idéologique du soutien de l'Occident au régime bandériste de Kiev. La honte totale pour ces pays qui se prétendent « démocraties droitdelhommistes » et héritières du sacrifice des aïeux contre la barbarie nazie ».

On peut habituellement compter sur Le Monde, l'ex journal de référence et l'actuel phare de la propagande d'Etat, pour voler au secours de l'Occident collectif chaque fois qu'il commet quelque turpitude. Mais là, sauf erreur de ma part, à l'heure où j'écris, Le Monde n'a encore rien dit. La consigne doit être pas de vagues. Je n'ai trouvé sur le Net qu'un article remontant à mars dernier qui porte sur le vote de l'année dernière où tous les pays de l'OTAN s'étaient seulement abstenus. Le Monde s'était alors efforcé de justifier leur position, tout en donnant, au passage, le coup de pied de l'âne à France-Soir, un des derniers médias indépendants de France – donc forcément conspirationniste, selon le vertueux héro de la bien-pensance officielle – qui osait accuser les Nations Unies et l'OTAN de tenir un double discours sur le nazisme.

Le Monde, soucieux de cocher toutes les cases du politiquement correct, se faisait, bien entendu, le porte-parole de la délégation ukrainienne à l'ONU, qui, comme à l'habitude, donnait avec brio dans l'inversion accusatrice, avec la bénédiction du chien de garde en chef de la pensée officielle :

« Surtout, elle (la délégation ukrainienne) dénonce à l'époque contemporaine les « connexions que Moscou essaie d'établir avec des forces politiques d'extrême droite à travers le continent et au-delà », et la « répression de la démocratie en Russie même et son agression en cours contre l'Ukraine ».

« D'ailleurs, si les pays du bloc atlantiste ont quasi tous voté contre, Israël a, elle, une nouvelle fois voter POUR la résolution, démontrant le caractère fallacieux des arguments avancés par les pays qui s'y opposent ».

Ça, c'est comme qui dirait la cerise sur le gâteau.

Le double langage dont France-Soir accusait l'Occident en mars dernier atteint ici des sommets quand on sait que le parti fasciste Sionisme religieux vient de remporter le troisième plus grand nombre de sièges aux élections israéliennes du 1er novembre 2022 et qu'il est sur le point de devenir la cheville ouvrière du prochain gouvernement. Ce parti, qui représente le nec plus ultra du suprémacisme ethnique, se propose tout simplement d'expulser les Palestiniens hors d'Israël, nous explique Jonathan Cook dans un article sur les Elections en Israël paru sur Chroniques de Palestine :

« Il est pratiquement certain qu'Itamar Ben-Gvir aura une position centrale dans le nouveau gouvernement, son parti incarnant l'héritage brutal et ouvertement suprématiste du célèbre rabbin Meir Kahane, qui souhaitait expulser les Palestiniens hors de leur patrie. »

Certes « le remplacement de la population palestinienne autochtone par des arrivants juifs, au titre de leur droit ancestral sur la terre de Palestine, a toujours été l'objectif central du Sionisme », mais, désormais, ils ne s'en cachent plus du tout.

L'arrivée au pouvoir d'un parti ouvertement raciste, suprémaciste et adepte du nettoyage ethnique va-t-il changer quelque chose au soutien occidental à Israël ? Que nenni ! assure Jonathan Cook :

« Ben-Gvir et ses alliés au gouvernement font la preuve que le soutien occidental à Israël n'a rien à voir avec ses prétentions démocratiques ou morales. C'est, depuis toujours, en sa qualité d'avant-poste colonial de l'Occident qu'Israël a été financé. Theodor Herzl, le père du sionisme, a décrit ainsi le rôle du futur Israël : « un rempart de l'Europe contre l'Asie, un avant-poste de la civilisation par opposition à la barbarie ».

Israël comme l'Ukraine sont de bons pays qui ont de bons gouvernements. Ils servent les intérêts économiques des Etats-Unis et il serait particulièrement mal venu de s'aviser qu'ils martyrisent leurs citoyens, palestiniens ou ukrainiens russophones. Evidemment ce serait différent s'ils refusaient de se soumettre à l'Empire, ça, ce serait mal, et il faudrait alors les attaquer pour renverser leurs dictateurs sans même attendre qu'ils martyrisent leur peuple, comme on l'a fait courageusement en Serbie, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Yémen. On est même prêts à sacrifier l'Ukraine et tous les Ukrainiens pour mettre la Russie au pas. N'est-ce pas admirable ?

Plus sérieusement, contrairement à ce qu'on raconte en Occident, c'est l'URSS et pas du tout les Etats-Unis, qui nous ont sauvé du nazisme en 1940. On dit que l'histoire se répète mais je ne pense pas que ce sera le cas, car cette fois-ci l'Occident ne veut pas être sauvé. Ce qui va se passer c'est que L'US-EU-OTAN vont nous enfermer derrière un mur de fer (la Pologne a commencé à le construire) sous la botte de dictatures fascistes de type Franco, pendant que le reste du monde deviendra le monde libre… Un triste retournement des choses dont nous sommes entièrement responsables !

EMBARGO SUR LES ARMES EN LIBYE

Un cargo arraisonné dans le cadre de l'opération Irini

Un cargo transportant des véhicules blindés a été intercepté dans le cadre de l'opération Irini, en application de l'embargo sur les armes en Libye décrété par l'ONU.



C'est le troisième navire dérouté par la mission européenne en plus de deux ans. Plusieurs dizaines de 4x4 blindés ont été saisis, suite à un contrôle effectué mi-octobre par la force navale de l'Union européenne en Méditerranée (EUNAVFOR Med) dans le cadre de l'opération Irini. En charge d'appliquer l'embargo sur les armes en Libye, décrété par les Nations unies, celle-ci relate le 9 novembre avoir intercepté un mois plus tôt le Meerdijk, un cargo battant pavillon néerlandais. Sur les clichés pris du vaisseau marchand, à bord duquel les autorités néerlandaises ont autorisé les hommes d'Irini à monter, on peut apercevoir des blindés légers disposés directement sur le pont supérieur et d'autres stockés en cale. Selon le site spécialisé Opex360, il s'agirait de BATT UMG, des tout-terrain de la société américaine The Armored Group, «probablement» fabriqués par sa filiale aux Émirats arabes unis. Face à cette «violation possible» de l'embargo onusien, le cargo aurait été «détourné vers un port européen» et les véhicules saisis, indique pour sa part Irini. Des cargos plus faciles que d'autres à contrôler Forte de ce succès, la force européenne indique ainsi que trois navires ont été déroutés depuis le début de son opération… fin mars 2020. Ces déroutements sont eux-mêmes le fruit des 25 inspections de navires menées jusqu'à présent. Des chiffres qui, à première vue, peuvent paraître maigres. Toutefois, à la décharge des Européens, les opérations de contrôle en Méditerranée orientale ne se passent pas toujours aussi facilement qu'avec le Meerdijk. Au printemps 2020, quelques mois à peine après le lancement d'Irini, deux bâtiments français auraient ainsi essuyé coup sur coup des intimidations dans leurs tentatives d'en savoir plus sur un cargo battant pavillon tanzanien et voguant vers la Libye, le Circkin. Fin mai, la frégate de défense aérienne Forbin, sur le retour du détroit d'Ormuz et intriguée par ce vaisseau qui ne répondait pas à ses appels, aurait ainsi vu, selon Paris, deux frégates turques s'interposer entre elle et le Circkin. Quelques semaines plus tard, la frégate légère furtive Courbet, qui participait à la mission de l'OTAN Sea Guardian, aurait, toujours selon la version défendue par la France, été «illuminée» à trois reprises par les radars de conduite de tirs des frégates turques Oruç Reis et Gökova, dernière étape avant un tir effectif, équivalent à un coup de semonce... L'incident est nié en bloc par la Turquie, qui évoque un simple usage de la caméra intégrée au radar des navires turcs pour «observer le navire français qui effectuait une manœuvre dangereuse à très faible distance, et ce par mesure de sécurité». Inspections : s'y prête qui souhaite ? Mais Paris n'en démord pas et celle qui était à l'époque ministre des Armées, Florence Parly, n'a pas hésité à suspendre la participation française à Sea Guardian. Le scandale débouchera sur l'ouverture d'une enquête de l'OTAN, qui débouchera elle-même sur un rapport. Rapport qui aurait lui-même fini «sous le tapis», afin de ménager Ankara, selon les confidences de diplomates européens à Reuters. «Dans le contexte tendu au large de la Libye, il n'y a plus eu d'incident de ce type», relativisera également un diplomate, cette fois cité par le blog d'informations spécialisées Bruxelles2. Tout comme les navires de la Marine nationale, ceux d'Irini rencontrent-ils des difficultés particulières avec les Turcs ? Dans le compte-rendu publié sur son site, la force européenne stipule sobrement que «depuis le début de l'Opération, une seule nation a refusé à neuf reprises son consentement [à l'inspection]», sans préciser laquelle. Toutefois, dans le rapport mensuel d'activités d'Irini, publié ce 11 novembre sur le site du Service européen pour l'action extérieure, le nom «Turquie» apparaît bien en face de ces neuf refus. C'est trois de plus qu'un an plus tôt. Comme quoi, pas besoin de navires d'escorte pour éviter les contrôles européens.

R. I.

OCEAN VIKING

Meloni dénonce une réaction française «agressive et incompréhensible»

LA CHEF du gouvernement italien a dénoncé la réaction de la France, dans le cadre des tensions autour de l'Ocean Viking. En réponse au refus de Rome de faire accoster le navire, Paris a annoncé des mesures de rétorsion à l'encontre de l'Italie. «J'ai été très marquée par la réaction agressive du gouvernement français qui est incompréhensible et injustifiée» : ce 11 novembre, devant la presse, la présidente du Conseil italien Giorgia Meloni a dénoncé la réaction de Paris après le refus des autorités italiennes de faire accoster l'Ocean Viking transportant des migrants. Contraintes de l'accueillir, les autorités françaises ont annoncé des mesures de rétorsion envers l'Italie. Giorgia Meloni a toutefois assuré vouloir trouver «une solution européenne» à la question migratoire. «Ce n'est pas intelligent de se disputer avec la France, l'Espagne, la Grèce, Malte ou avec d'autres pays. Je veux chercher une solution commune», a-t-elle souligné. Le navire Ocean Viking avec 230 migrants à bord est arrivé ce 11 novembre au port de Toulon (Var) et «un tiers» de ses passagers seront «relocalisés» en France, a annoncé Paris qui a critiqué le «choix incompréhensible» de l'Italie de ne pas accepter le navire de l'ONG SOS Méditerranée. «Quelque chose ne fonctionne pas», estime Meloni En guise de protestation, la France a décidé de suspendre «à effet immédiat» l'accueil prévu cet été de 3 500 réfugiés actuellement en Italie. La France «tirera aussi les conséquences» de l'attitude italienne sur les autres aspects de sa «relation bilatérale», a affirmé le ministre français de l'Intérieur, Gérald Darmanin. Giorgia Meloni a pour sa part repris les justifications avancées la veille par son ministre de l'Intérieur Matteo Piantedosi qui avait rétorqué à son homologue français que l'Italie avait accueilli cette année près de 90 000 migrants alors que les pays européens qui s'étaient engagés à l'aider et à prendre en charge 8 000 personnes n'en avaient finalement accueilli que 117. «Quelque chose ne fonctionne pas» dans la gestion européenne des migrants, a estimé Giorgia Meloni, soulignant qu'«il n'est écrit dans aucun accord» que l'Italie doit être «le seul port possible de débarquement en Méditerranée». Giorgia Meloni a souligné que «le jour même» où a commencé le différend autour du navire Ocean Viking, l'Italie «a accueilli 600 migrants sur ses côtes».

R. I.

«MARCHE DE L'INDÉPENDANCE» À VARSOVIE

Des nationalistes polonais divisés sur le soutien à Kiev

PLUSIEURS milliers de Polonais ont défilé ce 11 novembre dans Varsovie pour la «Marche de l'indépendance», à l'initiative de la droite nationaliste. Les participants ont affiché des divergences sur la question du soutien de leur pays à l'Ukraine. Les animateurs de la «Marche de l'indépendance», organisée ce 11 novembre par le camp nationaliste dans la capitale polonaise, ont mis l'accent sur la fierté nationale – mais le conflit en Ukraine était bien présent dans les esprits, suscitant des réactions diverses voire opposées. A l'occasion du Jour de l'Indépendance, plusieurs milliers de marcheurs ont parcouru dans l'ordre le centre de Varsovie, sous le slogan «Nation forte – grande Pologne», agitant une forêt de drapeaux polonais et de banderoles de petits partis de la droite identitaire et de différents mouvements catholiques, tels les Soldats du Christ. Conduite par quatre hussards à cheval vêtus de costumes historiques, la marche a débuté par la récitation du rosaire. L'hymne national a suivi, ponctué par l'explosion de quelques pétards et les feux rouges des torches fumigènes. Les drapeaux ukrainiens qui, il y a quelques mois encore, étaient très nombreux partout en Pologne, étaient pratiquement absents, a relevé l'AFP. «Stop à l'ukrainisation de la Pologne», pour certains «Il faut aider les Ukrainiens, qui en ont bien besoin, mais sans tomber dans la folie», a confié auprès de l'agence de presse française Marek Krason, venu de la région de Rzeszow (sud-est) avec son fils de neuf ans. Un colonel à la retraite de 95 ans, Stanislaw Fidurski, a, lui, comparé le président russe Vladimir Poutine à Adolf Hitler, approuvé l'aide apportée par Varsovie à Kiev et suggéré que la Pologne forme avec l'Ukraine «un plus grand Etat». Pour deux septuagénaires, Marek et Piotr, une telle alliance pourrait «résister à la Russie», et la Pologne pourrait alors quitter l'UE «gauchiste». Cependant, des militants d'un petit parti nationaliste, La Confédération de la couronne polonaise, ont apporté un panneau clamant «Stop à l'ukrainisation de la Pologne» et «Non à l'Ukro-Pologne», tandis qu'un groupe sans étiquette affichait le slogan «Ce n'est pas notre guerre/Stop à l'ukrainisation de la Pologne». Les thèmes développés par le parti au pouvoir, Droit et justice (PiS, droite conservatrice) étaient présents, avec notamment des affiches dénonçant les politiques favorables aux milieux LGBT et plus précisément le maire libéral de Varsovie Rafal Trzaskowski. Les autorités de l'Etat, qui n'étaient pas représentées à cette marche – où a toutefois été aperçu le ministre de la Justice Zbigniew Ziobro – ont organisé plusieurs cérémonies à Varsovie et en province, avec notamment une messe à laquelle ont participé le président Andrzej Duda et son homologue lituanien Gitanas Nauseda.

R. I.

PRODUCTION AGRICULTURE À GHARDAÏA

6.956 quintaux d'arachide «Bio» attendu cette saison

A titre de l'actuelle campagne arachidière 2022, une production globale estimée à 6.956 quintaux d'arachide «bio» dont les grains appelés communément « cacahuètes » est attendue dans la wilaya de Ghardaïa, a fait savoir hier, la direction locale des services agricoles (DSA).



La cueillette de cette production d'arachide qui a débuté ce weekend, est circonscrite principalement sur les terres sablonneuses irriguées des localités de Seb Seb et Mansourah marquées par un ensoleillement favorable au développement de cette culture auquel une superficie cumulée de près de 352 hectares en irrigation localisée lui a été consacrée, a affirmé, l'ingénieur en chef chargé des statistiques auprès de la DSA, Khaled Djebrit.

Considérée comme l'un des produits agricoles les plus importants au niveau de la région de SebSeb et Mansoura, la culture des cacahuètes reste toujours au stade traditionnel sur des petites exploitations familiale avec une faible technicité des agriculteurs en matière de la culture d'arachide et l'utilisation de semence de faible rendement, a fait savoir l'Ingénieur en chef, précisant que son introduction dans la région remonte aux années 30 du siècle dernier.

Elle a été introduite par un agriculteur dans la région de Seb Seb, située à 50 km de Ghardaïa, en réalisant un semis d'un kilogramme d'arachide d'une variété égyptienne avant d'être cultiver et répandue dans les autres localités de la wilaya à titre expérimentale, selon les agronomes de la DSA de Ghardaia.

Actuellement, ce produit « Cacahouète » joue un rôle central dans le développement du tissu économique local régional, de nombreux cultivateurs locaux accordent un grand intérêt à l'intensification de l'arachide qui constitue « une culture spéculative très lucrative » et qui rapporte, a fait savoir M. Djebrit.

Plante atypique des zones chaudes et humide la culture de l'arachide a investis le sud de la wilaya de Ghardaïa où des travaux de semis sont réalisés manuellement par une centaine d'agriculteurs qui sont confrontés à de nombreux problèmes en particulier leur ignorance de l'itinéraire technique de cette culture, manque d'eau d'irrigation et aux nombreux ravageurs de ce type de culture notamment les moineaux, les rongeurs et autres prédateurs.

De tous les produits qui s'offrent aux touristes et autres visiteurs de l'incontournable souk de Ghardaia, notamment les différentes variétés de dattes précoces et les truffes, les cacahouètes de la région de Seb Seb retiennent l'attention par leur qualité gustative et ont gagné une notoriété qui a dépassé les frontières de la région de Ghardaia, indique-t-on.

Les premières récoltes d'arachide pour cette année 2022 ont fini par envahir les étals du souk de Ghardaia avec un prix oscillant entre 900 et 1000 DA le Kilo selon la taille de la gousse.

Très prisé par la population de Ghardaia pour accompagner une tasse de thé ainsi que les visiteurs et vacanciers de passage dans la région, l'arachide de Seb Seb est la meilleure en qualité gustative souligne fièrement un torréfacteur de Theiniet El Makhzen, précisant que cette arachide de qualité est liée essentiellement à la qualité de l'eau d'irrigation de la région et sa culture «bio» sans utilisation d'engrais ou autres produits pesticides.

Les services de l'agriculture de Ghardaïa s'attèlent à sensibiliser les petits cultivateurs d'arachide pour se regrouper en association ou filière en vue de les former et les orienter pour l'acquisition de moyens et semences de qualité afin d'intensifier cette culture dans la région et attirer des investisseurs pour la mise en place d'une industrie agroalimentaire créatrice d'emploi.

Pour de nombreux spécialistes dans le domaine du développement rural estiment que l'intensification de la culture d'arachide soutenue par une formation techniques des agriculteurs peut générer un développement durable pour ces contrées enclavées en créant des unités de conditionnement de Cacahuètes, de huileries ou savonneries, sans parler de la fabrication de beurre d'arachide à partir des graines grillées, broyées et malaxées.

De la famille des légumineuses ou Fabacée, l'arachide « Arachis hypogaea », est très nutritif. Les grains ou Cacahuète renferment de 40 à 50% d'huile et de 20 à 30% de protéines ainsi qu'ils constituent une source considérable en vitamine B, on lui attribue également de nombreuses propriétés pour la santé.

R.R

DISTRIBUTION DE LOGEMENT À MÉDÉA

Plus de 2500 lots de terrains distribués

DANS le cadre de la promotion de l'habitat rurale, plus de deux mille cinq cents parcelles de terrains situées dans les régions steppiques de la wilaya de Médéa, ont été distribuées, à ce jour, ont indiqué, hier, des services de la wilaya.

Le nombre de parcelles de terrains sociales distribuées représentent 97% du quota global de parcelles créés à la faveur de ce programme, estimées à deux mille cinq cent soixante-dix (2570) parcelles, réparties sur quarante-cinq lotissements sociaux localisés au niveau des dairas de Azziz, Chellalet-el-Adhaoura, Chahbounia et Ain-Boucif, a expliqué la même source.

Celle-ci indique que pas moins de mille quatre cent quatre-vingt-quatre (1484) actes de propriété ont été attribués aux bénéficiaires de lots de terrain sociaux pour leur permettre d'entamer la réalisation de leurs propres habitations.

Des dispositions sont prises pour le raccordement de ces parcelles en électricité, gaz, en eau potable et la réalisation de réseaux d'assainissement afin de faciliter la fixation sur place des bénéficiaires, en garantissant, ainsi, le repeuplement de ces régions, ont signalé.

R.R

M'SILA

Projet d'entretien le réseau routier de la wilaya

MISE en service du chemin de wilaya no 06 à Ben Zouh Afin de d'améliorer la qualité des routes , le projet portant sur l'entretien du segment du chemin de wilaya 06 d'une longueur de six kilomètre reliant plusieurs localités limitrophes à la commune de Ben Zouh dans la wilaya de M'sila a été mis en service, au cours des dernières 24 heures ont annoncé , hier, les services de la wilaya.

Ce projet qui s'inscrit dans le cadre d'un programme d'entretien touchant le réseau routier de la wilaya de M'sila , a nécessité la mobilisation de 73 million de dinars, a précisé la même source expliquant que les travaux d'entretien ont touché essentiellement la pose de bitume et les travaux d'accotement.

La concrétisation de cette opération vise à améliorer la qualité de service rendue à l'usager de la route, à réduire le nombre d'accidents et à désenclaver plus de 20 localités situées à proximité du chemin de wilaya sujet d'entretien a-t-on indiqué.

Pour rappel la nomenclature des projets d'entretien des chemins de wilaya contient 20 opérations inscrites aux titres des deux dernières années aux profits des régions de la wilaya de M'sila celles situées dans les zones d'ombre en particulier.

R.R

FORMATION DANS LES TECHNIQUES DE PÊCHE ET D'AQUACULTURE À ORAN

Signature d'une convention entre l'ITPA d'Oran et l'association AMA

L'INSTITUT DES techniques de pêche et d'aquaculture (ITPA) d'Oran vient de parapher une convention avec l'association méditerranéenne d'aquaculture (AMA) en vue d'une coopération dans le domaine de la formation, a indiqué, hier, la directrice de cet établissement, Souad Mouffok.

Il s'agit d'une convention qui va apporter un « plus pour les deux parties », a déclaré Mme Mouffok.

L'apport de l'ITPA est dans tous ce qui est formation dans les techniques de pêche et d'aquaculture alors que celui de l'AMA sera surtout dans l'accompagnement des diplômés de l'institut pour la création de leurs projets, a-t-elle dit.

Pour sa part, Houari Kébir, président de l'AMA, une association locale versée dans l'accompagnement des jeunes dans le domaine de l'aquaculture et la promotion des produits issus de l'élevage aquacole, a fait savoir que l'objectif de cette convention « est de former les jeunes dans le domaine de l'aquaculture puis de les accompagner pour créer leurs propres projets ». « Nous accompagnons déjà un certain nombre de jeunes dans leurs démarches auprès des dispositifs d'aide à la création de petites entreprises, l'ANADE en l'occurrence. Cette convention vient concrétiser une coopération qui existait déjà entre l'AMA et l'ITPA », a-t-il expliqué.

L'AMA a déjà lancé un projet de mise en place d'écloserie de plusieurs espèces d'eau douce au niveau de l'ITPA. « Des écloseries qui visent à développer la production d'alevins et à mieux maitriser l'élevage des espèces, comme le chat de mer, depuis l'éclosion », a ajouté la meme source.

R.R

PATRIMOINE MATÉRIEL ET IMMATÉRIEL

Des mesures pratiques pour la préservation des richesses culturelles nationales

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a affirmé jeudi à Alger, que son secteur avait pris une batterie de mesures devant protéger le patrimoine matériel et immatériel en vue de contrecarrer toute «tentative de pillage ou d'atteinte à son authenticité».

Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, la ministre a affirmé que la préservation du patrimoine culturel matériel et immatériel, «revêt une importance capitale d'où l'impératif de prendre des mesures pratiques en vue de sa préservation».
Et de rappeler que l'Algérie a classé sept (07) éléments du patrimoine immatériel sur la liste représentative de l'UNESCO dont «Echedda» de Tlemcen, «Sbiba» et «Rakb» de Sidi Cheikh, a-t-elle souligné, faisant état de l'inscription d'autres éléments dans un cadre commun avec des pays dont le plat du Couscous et la calligraphie arabe.
A ce propos, la ministre a rappelé le dépôt du dossier des «Meddahate» en date du 31 mars 2021», en sus d'autres dossiers en cours de préparation dont les chansons chaabies en Algérie et «S'raoui» qui sera, probablement déposé, le 31 mars 2023» en sus d'Ashewik en Kabylie, «El-Ayaï» dans la région de l'Atlas saharien et le Malouf constantinois.
S'agissant des costumes traditionnels algériens, le ministère œuvre à «déposer, ultérieurement, un dossier sur la tenue traditionnelle de la mariée dans les régions Est de l'Algérie», selon la ministre.
Dans ce cadre Mme Mouloudji, a fait état de la création, au niveau du Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (Cnrpah), d'une unité dédiée au patrimoine cultuel immatériel regroupant des équipes de recherche spécialisées chargées des dossiers de classification, en plus des équipes qui œuvrent déjà sur les dossiers d'El-Melhoune et du conte populaire amazigh.
Avec l'accompagnement des directions de la culture des wilayas et les universités, le Centre œuvre à «former une banque de données du patrimoine culturel immatériel», et à renforcer la publication de livres et ouvrages en vue d'ancrer les éléments culturels immatériels dans des ouvrages scientifiques afin d'éviter de tomber dans «l'approche émotionnelle» sur ce genre de questions, a-t-elle dit.
Elle a rappelé l'organisation du festival national du costume traditionnel algérien du 30 juillet au 2 août dernier, reflétant ainsi la diversité et la richesse des habits traditionnels à travers les régions du pays, en sus du colloque national de l'habit traditionnel algérien dont les recommandations ont porté sur la mise en place d'une base de données du costume traditionnel algérien et ses accessoires, ainsi que le lancement d'un portail électronique pour toutes formes du patrimoine culturel immatériel et l'inscription du costume révolutionnaire sur la liste du patrimoine immatériel de l'UNESCO.
Dans le cadre de la protection du patrimoine culturel et la lutte contre le trafic des biens culturels, le secteur de la culture avait lancé en mai dernier un guide illustré et une base de données électronique permettant «aux éléments de la Gendarmerie, à la police aux frontières et aux acteurs de lutter contre le trafic des biens culturels».
En réponse à une question sur les mesures prises pour redynamiser le secteur de la culture dans la wilaya de Guelma, Mme Mouloudji a affirmé que son secteur «tend à renforcer le réseau des structures et des services culturels pour mieux les exploiter».
Concernant la restauration de la salle de cinéma «El-Intissar» dans la même wilaya, la ministre a indiqué que sa gestion relève de la commune, et affirmé «la possibilité de la transférer à son secteur afin de mener une étude approfondie pour voir comment la restaurer», estimant que la meilleure solution consiste à «impliquer le secteur privé dans l'investissement dans les salles de cinéma».
Elle a en outre rappelé que 13 salles de cinéma avaient bénéficié de la restauration dans plusieurs wilayas du pays, ajoutant que «nombre de salles seront cédées, la semaine prochaine, à l'Office national de la culture et de l'information (ONCI) qui confiera leur exploitation au secteur privé selon les procédures légales, ce qui permettra de redynamiser le mouvement cinématographique».
«Un projet de loi sur l'industrie cinématographique sera présenté au Gouvernement dans les semaines à venir en vue de relancer le cinéma algérien», a-t-elle soutenu.
A une autre question sur les mesures prises pour réactiver le rôle du théâtre régional de Mostaganem, la ministre a affirmé que «la nomination d'un nouveau directeur du théâtre a permis de donner une impulsion aux activités en milieu théâtral et de relancer la scène culturelle», en sus des instructions du ministère à l'effet d'accompagner et de soutenir l'activité théâtrale dans cette wilaya.
Interrogée sur la situation des sites archéologiques, des monuments historiques et des structures culturelles dans la wilaya d'El Meniaa, Mme Mouloudji a indiqué qu'il «ne saurait possible de prendre des mesures sans une approche de terrain et une étude préalable pour entamer les opérations de restauration de ces biens», précisant que «ces opérations seront inscrites au titre du programme sectoriel d'équipement après une visite dans la wilaya».
Répondant à une autre question sur la formation complémentaire pour le secteur de la culture et des arts, la ministre a affirmé que cette formation «se fait uniquement à l'Institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel (ISMAS), suivant un texte réglementaire issu de la loi de finances 2021», soulignant avoir adressé «des instructions aux services centraux à l'effet de recenser tous les cas en suspens dans toutes les wilayas en vue de leur trouver des solutions pour poursuivre la formation».

COLLOQUE LITTÉRAIRE À ADRAR

Le roman «El-Tarhane», modèle narratif décrivant l'espace saharien

LE ROMAN «El-Tarhane» du romancier Abdallah Kerroum qui avait reçu le premier prix littéraire «Assia Djabbar» en sa sixième édition cette année (2022), est «une œuvre littéraire narrative modèle», décrivant l'espace saharien, ont souligné les participants au colloque littéraire tenu mercredi à la bibliothèque publique de lecture d'Adrar.
Les intervenants, hommes de lettres, romanciers, critiques et universitaires, au cours du colloque organisé en coordination avec le laboratoire Espace saharien dans le corpus narratif algérien de l'université d'Adrar, ont indiqué que le roman «El-Tarhane» (le troc), en dialecte Touati, est considéré comme «un guide et une preuve des différentes composantes du patrimoine de la wilaya d'Adrar et met en exergue le vécu quotidien modeste de la population locale».
Dans leurs recommandations, les participants au colloque ont mis l'accent sur l'intérêt d'accorder toute l'importance voulue à l'émergence des composantes détaillées qui caractérisent les us et traditions de la population de chaque région, en tant qu'éléments essentiels pour le succès de toute ouvre littéraire romancière auprès des lecteurs de l'aréopage des romanciers et critiques. Dans son intervention, l'enseignant Mohamed Tahrichi, de l'université Tahri Mohamed de Béchar, a indiqué que «l'auteur a braqué la lumière sur la mémoire spatiale de la région et a su attirer, grâce à la richesse de ses procédés littéraires et créativités lexicales dépeignant la beauté féérique du sahara et du désert algériens, le lecteur et le plonger dans son immensité pour être en communion avec sa nature et sa population». De son côté, la critique culturelle, Naima Benchérif, université Mouloud Mâamri de Tizi-Ouzou, a souligné qu' «El-Tarhane» est «une oeuvre de bonne facture littéraire et linguistique», mettant en exergue les atouts du legs culturel local, jouissant de signes sémantiques captivant le lecteur. Abdelmadjid Leghrieb, homme de Lettres, a considéré que ce travail est «complet en éléments exigés par la littérature et le roman notamment par la présentation des personnages, de l'espace, du temps, des lieux et autres éléments d'intrigue et de dialogue, mais aussi par la description dans les détails de la vie saharienne et ses atouts, ses palmeraies, ses us et coutumes, ses genres artistiques, ses évènements festifs et funéraires, apanage de la région.
Approché par l'APS, le titulaire du prix littéraire «Assia Djebbar», le romancier Abdallah Kerroum, originaire d'Adrar, s'est dit fier de ce prix qui rend justice à ce roman.

TLEMCEN

Le costume algérien traditionnel, un facteur identitaire important

LE COSTUME algérien traditionnel durant la période coloniale a constitué un facteur identitaire important qui a permis au peuple algérien de se distinguer de l'occupant français, ont souligné, la semaine dernière, des intervenants lors d'une rencontre organisée par le Centre national d'interprétation du costume traditionnel algérien de Tlemcen.
La rencontre organisée au Palais d'El-Mechouar à l'occasion de la célébration du 68ème anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale, a enregistré la participation d'historiens et chercheurs de l'université de Tlemcen et d'Oran, outre des hommes de culture. Cette opportunité a permis aux orateurs de mettre en valeur ce volet du costume dans l'histoire de la guerre de Libération nationale, «un domaine encore vierge à explorer» ont souligné les intervenants.
La majorité des documents et livres de référence relatifs aux costumes algériens sont faits par des orientalistes tels que Georges Marçais.
L'occupant français a toujours prétendu apporter «la civilisation à l'Algérie» et les orientalistes ont soutenu cette thèse d'où l'importance pour les jeunes chercheurs et doctorants algériens notamment en histoire, en sociologie et en anthropologie de s'intéresser davantage à cet aspect de l'histoire de la guerre, ont souligné des intervenants.
Il s'agira non seulement de mettre la lumière sur le costume algérien, ses symboles et formes mais aussi mieux comprendre le rôle et la signification du haïk, de la djellaba et autres costumes durant la guerre. Les exemples frappant sont ceux de l'Emir Abdelkader et de Messali Hadj qui imposaient respect face aux occupants et affichaient toute la différence entre l'occupant et les algériens.
Le costume algérien a non seulement mis en exergue l'identité du peuple algérien mais servait aussi à dissimuler les armes et les grenades notamment par les femmes portant le haïk qui symbolisait un moyen efficace de lutte et de résistance.
Les universitaires participant à cette rencontre ont réitéré l'importance du thème pour les générations montantes et pour le centre d'interprétation national du costume traditionnel algérien qui doit multiplier les rencontres similaires afin de pouvoir constituer un fonds documentaire national qui puisse servir de référence à tous .

FOIRE DU LIVRE DE SHARJAH

Près de 500 romans parus en Algérie pendant le Covid 19

Près de 500 romans sont parus en Algérie pendant la pandémie du coronavirus, a fait savoir le romancier Waciny Laredj vendredi à Sharjah (Emirats Arabes Unis).
L'Algérie a enregistré une «forte production» de roman, en 2020 et 2021, une période marquée par la propagation du coronavirus, a précisé M. Laredj lors d'une conférence animée dans le cadre de la 41e Foire internationale du livre de Sharjah (Emirats arabes unis).
«La poésie est en voie d'extinction. Certains même parlent de mort de la poésie», a-t-il mis en garde, ajoutant que la poésie est un genre littéraire réservé à l'élite, alors que le roman est, lui, destiné au grand public.
Les réseaux sociaux «sont à même de promouvoir le roman et de conforter sa place, particulièrement celui adapté en série télévisée et en film de cinéma», a-t-il dit.
«Nonobstant l'évolution rapide des technologies et le développement de la numérisation, le livre en papier demeure au premier rang de par le style narratif qui le caractérise, d'autant qu'aucune application audiovisuelle ne peut le remplacer», estime le romancier.

GUARDIOLA : « SEUL LE REAL MADRID JOUE LA LDC POUR LA GAGNER »

PEP GUARDIOLA a de nouveau parlé de la Ligue des champions et de l'histoire d' amour du Real Madrid avec la compétition. L'entraîneur de Manchester City a accordé une interview à BT Sport. Guardiola a affronté le Real Madrid en Ligue des champions avec le FC Barcelone, le Bayern Munich et Manchester City. Depuis qu'il a quitté la Liga, il est tombé à plusieurs reprises entre les mains des quatorze fois champions d'Europe. La dernière fois, c'était en demi-finale de la saison dernière, lorsque l'équipe de Carlo Ancelotti a réussi une nouvelle remontée épique au Santiago Bernabeu. De plus, les propos de Guardiola vont dans le sens de la pensée du club, qui a montré dans ses déclarations passées que l'intention du club est de continuer à disputer la Premier League. « Si on ne gagne pas la Ligue des champions ? Alors on ne gagne pas. Seul le Real Madrid joue pour gagner, le reste d'entre nous essaie juste », a déclaré Pep Guardiola. Mais ce n'est pas la première fois que l'ancien joueur et entraîneur du FC Barcelone envoie des messages de reconnaissance au Real Madrid : « Pourquoi est-il si difficile de gagner la Ligue des champions ? Parce que le Real Madrid est toujours là », a-t-il déclaré il y a quelques semaines.

"MON RÊVE EST DE RESTER ICI", CONTE ÉVOQUE SON AVENIR

AVANT d'affronter Leeds ce samedi, Antonio Conte s'est présenté en conférence de presse d'avant match. Occasion pour lui de mettre fin à certaines rumeurs et d'évoquer son avenir à la tête des Spurs. Le début de saison est idéal pour Tottenham qui est actuellement 4e de Premier League et qualifié pour les huitièmes de finale de la Ligue des champions. Alors que son contrat expire en juin prochain, Antonio Conte a affirmé qu'il souhaitait continuer son aventure avec Tottenham. « Vous savez très bien que mon contrat expire en juin. Jusqu'à ce moment, le club doit faire la meilleure évaluation.
Je pense que lorsque vous commencez un chemin avec un club, le rêve est de rester ici pendant de nombreuses années et d'essayer de construire quelque chose d'important. », a-t-il déclaré. Les envies de prolongation de contrat de l'entraîneur italien pourraient très prochainement se concrétiser.
Même s'il n'a toujours pas été approché par les dirigeants du club, l'entame des discussions entre les deux parties ne devraient plus tarder. Antonio Conte a informé qu'il rencontrera bientôt le directeur général des Spurs, Fabio Paratici et le président Daniel Levy pour évoquer la première partie de la saison. A ce moment, les négociations pourraient s'ouvrir pour le nouveau contrat du coach.

SUPER LEAGUE :

L'UEFA ne compte pas revenir sur sa décision

L'instance en charge du football européen a une fois encore réitéré, cette semaine, son rejet de la Super League. C'est suite à une réunion avec Bern Reichart, PDG et représentant de A22 Sports, la société à l'origine du projet promu par le Real Madrid, le FC Barcelone et la Juventus pour créer une nouvelle compétition continentale de clubs.



A l'issue de la réunion tenue au siège de l'UEFA en présence d'Aleksander Ceferin, de Javier Tebas (président de LaLiga) et de Nasser Al-Khelaïfi (président de l'ECA et du PSG), l'UEFA a publié un communiqué renforçant sa position et attaquant la Super League. « Les hauts responsables de l'UEFA, menés par le président Aleksander Čeferin, et les hauts représentants des ligues nationales, des clubs, des joueurs et des fans, ont souligné ensemble que l'opposition à l'autoproclamée 'Super League' reste écrasante aujourd'hui, comme elle l'est depuis avril 2021 », indique le communiqué. « Conformément à l'unité du football européen, l'UEFA et les parties prenantes du football participant ont à nouveau rejeté à l'unanimité la logique derrière des projets tels que l'ESL au cours du débat d'aujourd'hui. Les participants ont noté avec surprise les affirmations du PDG d'A22 Sports selon lesquelles A22 Sports ne représente aucun club à quelque titre que ce soit, y compris les trois clubs qui continuent à soutenir ouvertement le projet. » « Les fondamentaux du football européen, qui reposent sur l'ouverture, la solidarité et la méritocratie et servent les objectifs plus larges des principes sportifs et de l'intérêt de la société, plutôt que d'être basés sur les privilèges et les droits personnels », ajoute l'UEFA, qui apprécie le soutien des grandes institutions politiques contre la Super League. « Cette approche a reçu le soutien unanime de la Commission européenne, du Parlement européen, de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et un large soutien des gouvernements nationaux, des institutions publiques et des parties prenantes à travers le continent », conclut le communiqué de l'UEFA.

ARGENTINE : CONVOCATION HISTORIQUE POUR DI MARIA, QUI ÉGALE MARADONA !

ANGEL DI MARIA, l'attaquant de la Juventus, sera bien du voyage au Qatar avec l'Argentine. Ce vendredi, Lionel Scaloni, le sélectionneur de l'Argentine, a annoncé la liste des 26 joueurs convoqués pour le Qatar. Une liste sans véritable surprise et où figure bien Angel Di Maria. Blessé à plusieurs reprises depuis le début de la saison avec la Juve, El Fideo a repris la compétition le 6 novembre dernier en Serie A contre l'Inter Milan en jouant 10 min. Ce jeudi contre l'Hellas Vérone, il est également entré en jeu et retrouve petit à petit le rythme. Il pourrait même démarrer la rencontre d'entrée contre la Lazio ce dimanche soir. En ayant été convoqué pour le Mondial au Qatar, l'ancien joueur du PSG disputera sa quatrième Coupe du monde avec l'Albiceleste (2010, 2014, 2018 et donc 2022), égalant ainsi un certain Diego Maradona ou encore Javier Mascherano. Finaliste malheureux en 2014 contre l'Allemagne, Di Maria sera un des joueurs majeurs de Luis Scaloni pendant la compétition. Souvent décisif dans les grands rendez-vous (unique buteur lors de la victoire contre le Brésil en finale de la Copa America 2021), El Fideo disputera sans doute son dernier Mondial avec l'Albiceleste.

ARGENTINE

Messi en rajoute une couche sur ses ambitions au Mondial et prévient les Argentins !

LA STAR de l'Argentine, Lionel Messi n'a pas caché ses ambitions pour le Mondial mais a tout de même tenu à prévenir les Argentins. Cette Coupe du monde, Lionel Messi l'attend de pied ferme depuis la défaite en huitième de finale à Kazan contre l'équipe de France en 2018. Conscient qu'il n'a jamais joué avec une équipe argentine aussi forte, avec qui il a remporté deux trophées en deux ans, le septuple Ballon d'or se veut confiant : «Ce groupe est similaire à celui de 2014, quand on a atteint la finale. A partir de là, j'ai compris qu'il fallait croire en un groupe fort comme celui-là et aussi qu'il est important de bien démarrer pour la suite de la Coupe du monde. Ce groupe est devenu fort lorsque nous avons perdu contre le Brésil lors de la Copa América 2019» a-t-il déclaré pour Olé. Toutefois, l'attaquant du PSG a voulu prévenir les Argentins que remporter le titre allait être très difficile : «On est très excités et on sait qu'on est dans un grand moment, mais il faut savoir que c'est une Coupe du monde et c'est très difficile de la gagner. Dans un match tout peut arriver et il y a des détails qui marquent. On sait que nous pouvons gagner, mais pas que nous allons gagner avec certitude comme le pensent tous les Argentins. Il se passe toujours des choses dans la Coupe du monde que vous ne pouvez pas imaginer. Vous n'avez qu'à penser au premier match et non aux autres. Je ne suis pas du genre à faire des promesses. Dieu est celui qui décide de ce qui doit arriver. Je ne pense qu'à cela» a-t-il indiqué avant de conclure sur la «pression» mise par sa famille : «Il y a une grande anxiété dans la famille, comme dans tout le pays. Antonella me demande. Thiago regarde tout le temps des vidéos de l'équipe nationale, regarde le calendrier et il me met une pression terrible.»

Manchester United : « Ce n'est pas acceptable », Rooney pointe du doigt l'attitude de CR7 !

WAYNE ROONEY, ancien coéquipier de Cristiano Ronaldo à Manchester United, a pointé du doigt l'attitude de ce dernier. Le cas Cristiano Ronaldo continue de faire parler. Alors que le Portugais avait été mis à l'écart du match contre Chelsea après avoir quitté Old Trafford contre Tottenham avant même que le coup de sifflet final ne soit donné, le quintuple Ballon d'or a finalement fait son retour dans le groupe où il a enchaîné quatre titularisations d'affilée. Une attitude qui n'est toutefois pas passée auprès de tout le monde et notamment de Wayne Rooney, qui estime que cela n'est pas acceptable : «Je pense que les choses qu'il a faites depuis le début de la saison ne sont pas acceptables pour Manchester United. J'ai vu Roy Keane le défendre. Roy ne l'accepterait pas. Roy ne l'accepterait pas du tout. C'est une distraction dont Manchester United n'a pas besoin pour le moment alors qu'ils essayent de reconstruire. Pour Cristiano, il suffit de baisser la tête et de travailler et d'être prêt à jouer le moment venu. Si tu le fais, tu seras un atout. Si tu ne le fais pas, tu deviendras une distraction indésirable» a-t-il déclaré pour talkSPORT. Le meilleur buteur de l'histoire des Three Lions a par la suite tenu à saluer le travail d'Erik ten Hag : «Je pense que ten Hag a très bien fait. Il est arrivé et a donné son autorité à l'équipe, et pour la première fois en deux ou trois ans, je commence à voir une identité à Manchester United que je n'avais pas vu au cours des deux ou trois dernières années. C'est l'homme qu'il faut pour le poste. Je pense que cela prendra du temps, mais c'est un vrai pas dans la bonne direction pour finir dans le top quatre et rejouer la Ligue des champions» a-t-il conclu.

BELMADI EXPLIQUERA SES CHOIX, CE MATIN, DANS UN POINT DE PRESSE AU CTN

EN : on reprend presque les mêmes et on se remet au travail !

Alors que la Coupe du Monde approche à grands pas pour les nations qualifiées, pour l'Algérie c'est une toute autre paire de manches. La date FIFA à venir, sera atypique. En effet, on craignait que les joueurs ne disputant pas la Coupe du Monde ne seraient pas autorités à quitter leurs clubs et feront l'exception de leurs collègues qui s'apprêtent à s'envoler au Qatar.

Par Rabah Azizi



Après la difficulté de l'organisation des matchs amicaux arrivant prochainement, cet empêchement a, aussi, donner du fil à retordre pour Djamel Belmadi et son staff, pour la préparation de leur liste des appelés pour le match du Mali, ce mercredi 16 novembre ainsi que la Suède trois jours plus tard à Malmö, et qui vient de tomber en fin de matinée d'hier (samedi). Pour ce rendez-vous en question, le sélectionneur risquait de faire des concessions et de ne pas fournir une liste ''habituelle'', à cause de l'exclusion des joueurs non qualifiés à la CdM de la règle de la FIFA. En conséquence, les clubs étrangers ayant la possibilité de refuser de laisser leurs joueurs rejoindre leurs équipes nationales. Sans oublier le grand contingent des blessés et des incertains tels que Delort officiellement absent et non retenu finalement, ou Ounas, Benrahma et Touba qui seront bel et bien présents. D'ailleurs aussi, l'incertitude planait toujours au sujet des potentielles nouvelles « recrues » telles que Houssem Aouar et Rayan Aït-Nouri, pressentis pour faire leurs grands débuts internationaux depuis cet été. Incertitude confirmé, puisque l'attente sera encore plus longue que prévu compte tenu de la situation actuelle, ni le Lyonnais ni le « Wolf » ne sera, pour cette fois encore, de la partie... De ce fait, Djamel Belmadi ne pouvait compter que sur les joueurs qui lui sont à disposition comme l'indique cette liste. Et la liste des appelés présentée si elle contient quelques petites surprises qui se comptent sur le bout des doigts, était plus ou moins attendue. On détaille : le sélectionneur national, Djamel Belmadi, dans sa liste des 24 joueurs, a fait appel, en plus des joueurs cités plus haut, à Bennacer, Mahrez, Bentaleb, Atal, Zerrouki, Mandi ou Bensebaini, Belalili et autre Slimani en prévision des deux tests amicaux. On retiendra aussi que seul, Mehdi Léris (Sampdoria, Italie) fait office de nouveauté alors que côté « retours », on notera ceux des deux gardiens, Rais Mbolhi et Anthony Mandréa, absents tous deux lors du regroupement du mois de septembre ou de l'avant-centre du CRB, Karim Aribi à cheval sur la « A » et la « A' », Bougherra comptant beaucoup sur ses services pour le prochain CHAN. En conclusion, rien de bien nouveau. La parole au coach national qui aura sûrement des choses à dire.

R.A

Gardiens : Raïs M'bolhi – Zeghba - Mandréa – Oukidja.
Défenseurs : Atal – Hamache – Tougaï – Touba – Mandi – Léris – Benayada – Bensebaïni.
Milieux : Bennacer – Zerrouki – Boudaoui – Zorgane – Bentaleb.
Attaquants : Mahrez – Ounas – Bellaïli – Benrahma – Aribi – Slimani – Amoura.

MANCHESTER CITY :

Guardiola aurait préféré voir Mahrez et Haaland au Mondial mais ...

Pep Guardiola a avoué qu'il aurait préféré voir Ryad Mahrrez et Erling Haaland à la Coupe du monde même s'il y voit aussi son avantage. Il sera bien évidemment l'un des grands absents de cette Coupe du monde. En feu depuis son arrivée à Manchester City, Erling Haaland ne prendra pas part à la plus belle des compétitions à cause de la non-qualification de l'Algérie et de la Norvège à l'événement. S'il s'est montré déçu pour ses deux joueur, Pep Guardiola n'a pas manqué d'y voir un avantage. En effet, en conférence de presse, le technicien espagnol espère que le cyborg norvégien en profitera pour soigner sa blessure : «Je préférerais qu'Erling Haaland aille à la Coupe du monde avec la Norvège, malheureusement ils ne se sont pas qualifiés. J'espère qu'il se remettra parfaitement de sa blessure. Il sera à Marbella pour quelques jours, puis peut-être en Norvège, et reviendra quand nous reprendrons l'entraînement. J'aimerais la même chose pour Riyad Mahrez, et les autres qui ne seront pas au Mondial» a-t-il indiqué. Sauf que son vœu ne se réalisera pas, deux cas ont surtout brisé le cœur du l'ancien entraîneur du Barça et il n'a pas manqué de le faire savoir Il aura l'opportunité toutefois de suivre ses autres joueurs comme Foden, De Bruyne et Ederson entre autres défendre les couleurs de leurs nations respectives. A rappeler que du 20 novembre au 18 décembre prochain, 32 équipes vont octroyer aux passionnés du ballon rond, joies, sensations et émotions fortes. Et ce, à travers des joueurs convoqués qui vont absolument faire montre de leur grand talent. Sauf qu'il y aura de ce même fait plusieurs absents que déplore Pep Guardiola.Si certains forfaits sont liés à des blessures à l'instar de N'Golo Kanté, Paul Pogba, d'autres n'ont simplement pas réussir à se qualifier pour la compétition avec leur sélection nationale. Et cela laisse un goût amer à Pep Guardiola, le manager de Manchester City. Deux cas ont surtout brisé le cœur du l'ancien entraîneur du Barça et il n'a pas manqué de le faire savoir. Manchester City affrontait Brentford hier après-midi (samedi) pour lancer la 15e journée de Premier League.

FÊTE DES JOURNALISTES SPORTIFS ARABES : L'Algérienne Wahiba Belhaoua honorée

L'UNION de la presse sportive arabe (UPSA) a honoré, jeudi, une vingtaine de journalistes arabes dont l'Algérienne Wahiba Belhaoua (EPTV), lors de la 12ème Fête des journalistes sportifs arabes, organisée durant deux jours dans la capitale de Bahreïn (Manama). Devant une pléiade de personnalités politiques et sportives arabes, dont ceux du pays hôte, les journalistes sportifs primés ont reçu des médailles de mérite de l'UPSA en reconnaissance de leur parcours éloquent dans le domaine et pour leur participation au développement du sport dans leur pays en particulier et dans le monde arabe en général. «Je suis très honorée par cette distinction qui marquera mes 30 ans de service, essentiellement dans la rubrique sportive. Je remercie spécialement l'organisation nationale des journalistes sportifs algérien (ONJSA) qui m'a proposé pour recevoir cette médaille de mérite, mais aussi l'Union arabe pour ses encouragements aux journalistes jeunes et anciens et son combat contre l'oubli», a déclaré, Mme Belhaoua. Et d'ajouter :
«Je peux vous assurer que la presse sportive est une véritable école. J'ai fait mes débuts en tant que journaliste dans le revue
«El Wihda» au début des années 80, puis au quotidien de langue arabe «El Massa», avant de rejoindre l'EPTV en 1997 où j'exerce jusqu'à jourd'hui en qualité de journaliste spécialiste en sports collectifs».Proposé par l'ONJSA pour être primée au même titre que les autres personnalités sportives arabes, Mme Belhaoua fait partie des rares journalistes qui ont choisis d'exercer dans la presse sportive et qu'y sont restées. Pour sa part, le président de l'UPSA, Jamil Abdelkader a affirmé, dans son allocution, que l'hommage rendu à une élite de pionniers de la presse sportive du monde arabe, constitue «un signe de reconnaissance et de considération pour leur rôle agissant dans la promotion du sport arabe».
Il a souligné, entre outre, l'»importance de la presse sportive dans le développement du sport et le renforcement des relations fraternelles et de la coopération entre les jeunes du monde sportif arabe».
La fête des journalistes sportifs arabes avait été initiée pour la première fois en 2007 en Arabie Saoudite, passant par l'Algérie en octobre 2016.

Tournoi UNA U17 : le Maroc prend option pour la qualification, l'Egypte se relance

LORS de la 2ème journée du tournoi UNAF U17 qualificatif à la CAN U17 TotalEnergies qu'abritera l'Algérie en 2023, l'Egypte s'est relancée dans la course à la qualification après avoir dominé la Tunisie (3 à 1), alors que le Maroc a pris une réelle option suite à son second succès, cette fois face à la Libye (1 à 0). La première rencontre, qui s'est disputée ce vendredi 11 novembre 2022 au stade du 5 juillet 1962, a mis aux prises les deux sélections ayant perdu leurs premiers matchs sous le signe : gare au vaincu ! On joue le quart d'heure de jeu lorsque Ayman ABDELEZIZ, bien lancé en profondeur, déclenche une frappe qui trompe le gardien Houssem BOUHENNI qui commet une bévue, en laissant le ballon passer entre les jambes (15'). Les Egyptiens vont préserver leur avantage jusqu'à la pause avant de doubler la mise par le capitaine Omar MOHAMAD qui, sur un contre rapide, va battre d'une pichenette le portier tunisien sorti à sa réception (54'). Le coach Kamel SAADA apporte quelques changements, notamment avec l'entrée de Moncef GHARBI qui parvient à réduire la marge en reprenant un joli travail de Nassim DANDANI (81'). Auparavant, les tunisiens trouvent le poteau et voient un ciseau de GHARBI passer juste à côté, mais ce sont les égyptiens qui vont porter l'estocade grâce au remplaçant Hossam ABDELKRIM dans le temps additionnel (90'+2'). Ce résultat permet à l'Egypte de se relancer dans la course, d'autant qu'elle rencontrera lors de la 3ème et dernière journée le Maroc, leader du classement, sorti vainqueur de son duel avec la Libye sur une unique réalisation signée Adam ACHTER (24'). Les Lionceaux de l'Atlas auraient pu aggraver le score s'ils avaient concrétisé les nombreuses occasions qu'ils se sont procurés. D'ailleurs, un match nul lors de l'ultime journée suffira au Maroc de décrocher son billet pour la CAN U17 en Algérie. L'Egypte pour sa part, devra non seulement battre le Maroc, mais avec un score de plus de deux buts pour justement se qualifier. Mathématiquement, la Libye peut espérer, à condition de gagner face à la Tunisie, déjà éliminée, et attendre le résultat de l'autre match. En somme, une troisième journée palpitante qui s'annonce
1ère journée – Mardi 8 novembre 2022 :
·Stade du 5 juillet 1962 : Tunisie – Maroc (2 à 0).
·Stade du 5 juillet 1962 : Libye – Egypte (2 à 1).
2ème journée – Vendredi 11 novembre 2022 :
·Stade du 5 juillet 1962 : Egypte – Tunisie (3 à 1).
·Stade du 5 juillet 1962 : Maroc – Libye (1 à 0).
3ème journée – Lundi 14 novembre 2022 :
·Stade du 5 juillet 1962 (15h30) : Tunisie – Libye.
·Stade de Rouiba (15h30) : Egypte – Maroc.

Page 24_Mise en page 1 13/11/2022 16:37 Page 1

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:36	12:15	15:01	17:26	18:47
CONSTANTINE	05:42	12:21	15:08	17:32	18:53
ALGER	05:54	12:33	15:20	17:44	19:05
OUARGLA	05:48	12:28	15:17	17:41	19:01
CHLEF	06:01	12:40	15:29	17:53	19:13
MOSTAGANEM	06:06	12:45	15:34	17:58	19:18
ORAN	06:09	12:48	15:38	18:02	19:21

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7439 — DIMANCHE 13 NOVEMBRE 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	25°	12°
Oran	25°	14°
Constantine	22°	8°
Ouargla	23°	10°

ACCOMPAGNEMENT DES PME

Les engagements de Rezig

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a affirmé, hier à Alger, que les autorités publiques avaient mis en place toutes les mesures, à même de garantir l'accompagnement des PME pour qu'elles contribuent à l'amélioration de la compétitivité et la réalisation d'une haute valeur ajoutée.

Intervenant à l'ouverture des travaux de la Conférence et Salon internationaux sur les petites et moyennes entreprises arabes (SMEX Algeria) au Palais des expositions (Pins-maritimes), le ministre a indiqué que «notre pays, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis les PME au cœur du plan d'action du gouvernement à travers un ensemble de mesures pratiques à même d'accompagner l'évolution des PME, leur permettant de réaliser des taux de croissance plus élevés, élargir leur activité et améliorer la compétitivité et la qualité», ajoutant que «cela permettra de créer une valeur ajoutée à des niveaux élevés et accroître les taux d'emploi».

«SMEX Algeria qui connait la participation des entreprises de six (6) pays arabes et douze (12) pays africains, constitue une opportunité de rencontre pour les différents acteurs dans le domaine de l'entrepreneuriat, visant à promouvoir les capacités et le niveau de fabrication qu'ont atteint les PME, mais aussi un espace de renforcement des échanges commerciaux, de construction de ponts de partenariat et de transfert de technologies et d'expertise» a poursuivi M. Rezig. Par la même occasion, le ministre a souligné le rôle de ce type d'entreprises activant dans divers domaines qui, aujourd'hui, revêtent un rôle «vital» dans les économies développées et celles en développement, étant «un élément crucial dans l'augmentation du revenu national, un laboratoire nourrissant les grands groupes industriels et un espace d'innovation qui s'aligne avec les transformations de qualité que l'économie mondiale connait dans différents domaines».



L'ouverture de cette rencontre économique internationale, première du genre et organisée sous le patronage du Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, s'est déroulée avec la présence du ministre des Finances, M. Brahim Djamel Kassali, du ministre de l'Industrie, M. Ahmed Zaghdar et du Conseiller auprès du président de la République chargé des affaires économiques, M. Yacine Ould Moussa.

Le Directeur général de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), Sidi Ould Tah, a salué, à son tour, «l'appui continu» que déploie l'Algérie depuis sa création, il y a de cela 49 ans, comme organisme financier d'appui aux projets de développement dans les Etats arabes et africains, relevant que la BADEA «a été en mesure, durant les décennies passées, de contribuer à la consolidation de la coopération interarabe dans tous les domaines».

En revanche, il estime que l'échange commercial arabo-africain «demeure en deçà des ambitions et ne reflète pas les potentialités que recèlent les Etats arabes», formant le vœu de «voir la conférence constituer une aubaine à même d'impulser les échanges commerciaux entre le continent africain et le monde arabe, ainsi que les exportations industrielles en particulier».

M. Tah a souligné, à cet égard, le partenariat lancé par la BADEA avec la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC) et la Banque africaine d'import-export (AFREXIMBANK), en vue de fonder un cadre conjoint entre les Etats arabes et africains, dans l'objectif de renforcer le commerce bilatéral.

Hamid B.

FINANCES

La 18e session du Sommet bancaire maghrébin lundi et mardi à Alger

LA 18e SESSION du Sommet bancaire maghrébin se tiendra lundi et mardi prochains à Alger, sous le thème «défis et perspectives de l'activité bancaire», a indiqué hier samedi un communiqué de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF). «L'Union des Banques Maghrébines (UBM), a le plaisir d'annoncer l'organisation, en collaboration avec la l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF), la 18 session du Sommet Bancaire Maghrébin, qui se tiendra le 14 et 15 Novembre 2022, au niveau de l'hôtel El Aurassi (Alger), sous le thème : Défis et Perspectives de l'Activité Bancaire», explique la même source.

L'évènement est organisé sous le patronage du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, en présence de Gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, ajoute le document.

Le Sommet regroupera les dirigeants et hauts cadres des Banques et hauts responsables économiques et financiers des pays de l'UMA, ainsi que de nombreux experts internationaux, selon l'ABEF.

L'objectif recherché à travers l'organisation de cet important évènement est «le renforcement de la coopération économique entre les opérateurs économiques maghrébins à travers le développement du volume d'échanges, atteindre le principe de l'inclusion financière, ainsi que le partage des expériences professionnelles dans le domaine bancaire», a-t-on souligné.

Les thématiques abordées, tout au long de ce Sommet, seront organisées en panels de discussions interactifs, présidés par des experts. A cet effet, lors de la première journée de ce Sommet, les thématiques abordées portent notamment sur l'innovation technologique, Fintech et conformité, ainsi que les défis de l'écosystème bancaire et financier. Quant à la deuxième journée, elle sera animée sous forme de Workshop portant notamment sur la conformité aux normes internationales de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la DATA responsable et l'éthique dans le secteur bancaire, ainsi que la banque de demain à l'ère du «Engagement Banking Platform».

H. B.

CRIMES ET DÉLITS À BÉJAÏA

444 affaires traitées en septembre

LA SÛRETÉ de wilaya a traité 444 affaires criminelles le mois de septembre dernier dans le cadre de son activité liée à la lutte et la prévention du crime sous toutes ses formes. Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya, «63 individu parmi les 525 individus interpellés au cours de ces opérations 63 ont été écroués». Et d'ajouter : «de ces 444 affaires traitées durant la même indiquée, 78 concernent les atteintes à la chose publique, impliquant 97 personnes dont 05 ont été placées en détention».

De plus, il a été enregistré 151 affaires d'atteintes aux personnes mettant en cause 181 personnes dont 04 ont été placées sous les verrous. Durant la même période, la sûreté de wilaya a traité 85 affaires de trafic de stupéfiants et de psychotropes, mettant en cause 99 individus dont 26 ont été placés en détention.

En outre, «16 affaires d'atteintes aux mœurs ont été recensées par la police, impliquant 16 personnes en sus de 13 crimes économiques et financiers impliquant 13 suspects», souligne la même source.

Par ailleurs, 93 autres atteintes aux biens publics ont été recensées mettant en cause 103 suspects dont 24 ont été placés sous mandat de dépôt. Durant le même mois, la police a, également, traité 08 autres affaires cybernétiques impliquant 16 personnes dont 03 ont été mis aux arrêts. Notons qu'un repris de justice âgé de 19 ans a, récemment, été arrêté par les éléments de la 5ème sûreté urbaine pour vol suivi d'agression sur un homme âgé de 51 ans. «La victime a été rouée de coups et agressé par rame blanche (un couteau) à hauteur du boulevard des cimes à Amriw avant d'être dépouillée de son argent: une somme de 8000,00 DA», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. L'individu a été présenté devant le parquet pour vol sur la voie publique, coups et blessures et utilisation d'arme blanche. L'individu a été placé sous mandat de dépôt.

N. Bensalem

IL ÉTAIT L'AMI DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Décès de Roberto Muniz dit «Mahmoud l'Argentin»

L'AMI de la Révolution algérienne, membre de l'Armée de libération nationale (ALN), Roberto Muniz dit «Mahmoud l'Argentin» est décédé, a-t-on appris hier auprès du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit.

Le défunt a rejoint les rangs de la Guerre de libération nationale en 1959. Il a eu ses premiers contacts avec les émissaires du Front de libération nationale (FLN) à Buenos Aires en 1956 alors qu'il était secrétaire général du Parti ouvrier argentin. Il contribua à l'internationalisation de la cause algérienne et de la Révolution.

Imprégné de la Révolution algérienne, feu Roberto, dit «Mahmoud», rejoint les rangs de l'ALN pour s'occuper de l'aspect technique de la fabrication d'armes, avant de s'installer à Alger, au lendemain de l'indépendance.

En cette douloureuse circonstance, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga a présenté ses sincères condoléances et exprimé sa profonde sympathie à la famille du défunt et à ses proches en Algérie et en République amie d'Argentine, ainsi qu'à tous ses camarades Moudjahidine et compagnons de la Révolution, priant le Tout-Puissant de l'accueillir en son vaste paradis, et de prêter à ses proches patience et réconfort.

Avec la disparition de ce «symbole», l'Algérie perd «un ami de la Révolution, un militant farouche et un grand Moudjahid», a affirmé le ministre.

S. N.